



7^e
REAF
RENCONTRES
DES ÉTUDES AFRICAINES
EN FRANCE
Toulouse
28 juin
1^{er} juillet 2022

7^{èmes} Rencontres des Études africaines en France

Appels à communications pour 70 ateliers

Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun·e des responsables scientifiques de l'atelier concerné avant le 18 mars 2022.

Sommaire des ateliers

A1 - Épistémologie de la recherche sur l'Afrique : retour sur les "ficelles du métier"	5
A2 - Intégration des femmes dans les chaînes de valeur agricole et leur adaptation face à l'évolution du contexte sécuritaire au Sahel.....	6
A3 - Circulations et appropriations d'un rituel des travailleurs : les 1er mai en Afrique	7
A4 - Circulations matérielles entre l'Asie et l'Afrique : ethnographies de chaînes globales d'approvisionnement	8
A5 - Circulations religieuses et circulations du religieux dans les Afriques	9
A6 - Communs, gouvernance partagée des ressources et services en Afrique	10
A7 - Constructions spatiales de l'intimité et espaces domestiques en Afrique de l'Ouest	11
A8 - Entre répression et soin, politiques des drogues « en mouvement » en Afrique de l'ouest	12
A9 - Intermédiaires, courtiers et passeurs. Penser l'intermédiation en contexte migratoire africain au-delà de la dichotomie entre autonomie et contrôle.	13
A10 - Leaderships féminins de type islamique au prisme des circulations en Afrique de l'Ouest	14
A11 - Les dynamiques de transformation et de circulation des normes de la famille en Afrique Subsaharienne au prisme du célibat et/ou de l'absence d'enfant	15
A12 - Les industries musicales et audiovisuelles africaines à l'ère du numérique : Quels enjeux créatifs, économiques, sociaux et politiques ?	16
A13 - Mobilité et logiques sectorielles dans les économies urbaines en Afrique	17
A14 - Réseaux sociaux et participation politique des diasporas africaines en Europe : Cyber-activisme et entrepreneuriat numérique.....	18

A15 - Subjectivités politiques et pluralité d'agir politique en contexte postcolonial et d'extraversion.....	19
A16 - Tensions over Data circulation in postcolonial Africa	21
A17 - Who tell the story? Stratégies discursives en temps de restitutions	22
A18 - À l'ombre des migrant.e.s. Rester, partir, circuler : quand la mobilité des un.e.s impacte le sort des autres.....	23
A19 - Unions et désunions : diversité des trajectoires dans un contexte mondialisé	24
A20 - La patrimonialisation des sites rupestres en Afrique : quels enjeux et quels défis ?.....	25
A21 - Ce que les objets nous disent de la circulation des voyageurs	26
A22 - Contrôle des populations dans les Empires : une analyse des dispositifs et de leurs effets au prisme du genre	27
A23 - Des modèles scolaires confessionnels islamiques : une circulation en tension ?	28
A24 - Favoriser la circulation et l'appropriation des savoirs sur les questions de développement	29
A25 - L'approche statistique des religions en Afrique : un enjeu scientifique et politique.....	30
A26 - Matières et savoir-faire : que faire avec ce qui s'agglomère à Sebikotane ? Questions vives sur une démarche arts-sciences-société dans une petite commune en transition du grand Dakar	31
A27 - Mobilités et socialisation des jeunes africains	32
A28 - Pratiques culturelles engagées et périphéries africaines : circulations, réseaux et « insurgences ».....	33
A29 - Traduction et circulation des textes	34
A30 - Mauvais genres : circulations génériques et réécritures dans les littératures et les arts anglophones d'Afrique	35
A31 - La reconfiguration des mobilités des étudiants d'Afrique dans et hors du continent africain.....	36
A32 - Du Sahel à la Méditerranée : comprendre les circulations au-delà des effets de blocage ?	37
A33 - Économie circulaire, circularités et circulations des déchets dans les Afriques.	38
A34 - Enjeux numériques dans les villes d'Afrique sub-saharienne : transformations économiques et urbaines et nouveaux cadres d'analyse	39
A35 - Entre hybridation et cloisonnement : les transports africains à la croisée des chemins	40
A36 - Les jeux d'argent : circulations, assymétries, appropriations.....	42
A37 - Migrations et différenciation sociale en Afrique sub-saharienne : une lecture croisée activités extractives/agriculture.....	43
A38 - Nouvelles circulations migratoires Sud-Sud en Afrique subsaharienne : routes, espaces, lieux	44

A39 - Rendre visible des espaces marqués par la migration irrégulière : entre tensions et lutte pour la reconnaissance.....	45
A40 - Subjectivité politique et expérience urbaine ordinaire dans les villes d'Afrique	46
A41 - Circulations marchandes et mondialisation des pauvres : transformations sociales et spatiales en Afrique.....	48
A42 - Partir pour étudier, étudier pour partir : les mobilités étudiantes depuis, vers et à travers l'Afrique	50
A43 - Quelle place pour les "études nigérianes" en France ? Etat des lieux de la recherche, enjeux épistémologiques et défis méthodologiques	52
A44 - Recherche-crédation, méthodologies créatives et écritures alternatives en études africaines : un enjeu méthodologique, éthique et épistémologique	53
A45 - Années 1970 : révolutions dans le genre en Afrique ?.....	54
A46 - Les corps au travail dans les industries de transport (1900-1970).....	55
A47 - Objets d'Afrique : histoire et patrimoine à l'ombre des collections.....	56
A48 - Par-delà l'asile. La folie, entre circulations et enfermements (XXe-XXIe siècles)	57
A - 49 Famille et pouvoir politique en Afrique	58
A50 - Relire Senghor.....	59
A51 - Circulations littéraires, circulations scientifiques	60
A52 - La mobilité Afrique-Europe dans la fiction francophone du XXIème siècle	61
A53 - Les Littératures des Afriques : Questions de Méthodologie et de Positionnalité.....	62
A54 - Vertiges des retours : déracinements et relocalisations en littératures francophones.	63
A55 - Actualité du panafricanisme	64
A - 56 Circulation de la pollution de l'air en Afrique	65
A57 - De la « Yen a marrisation » en Afrique : interroger le bilan des processus démocratiques à partir des mouvements sociaux alternatifs.....	66
A58 - La reconstruction du Mali post conflit, entre tensions internes et externes.....	67
A59 - Une guerre en contexte. Enjeux et dynamiques de la guerre en Ethiopie depuis novembre 2020	68
A60 - (In)comparabilité des cas africains et extra africains Quelle(s) épistémologie(s) des comparaisons, circulations et transferts ?	69
A61 - (In)comparabilité des cas africains et extra-africains. Comprendre la mise en oeuvre des politiques publiques et de leurs instruments à travers leur circulation	70
A62 - Circulations langagières, langues des circulations en Afrique.....	71
A63 - Ces savoirs circulant en passagers clandestins.....	72
A64 - Corps noirs et expériences migratoires au Maghreb	73
A65 - <i>Empowerment</i> , émancipation, autonomisation : des notions circulantes pour des questions universelles ? Lectures croisées Suds/Nords.....	75

A66 - Experiencing and challenging privilege when moving (back) to Africa	76
A67 - Les défis du verdissement des mobilités urbaines ? Circulation des normes environnementales et (re)structuration des marchés de la mobilité en Afrique.....	77
A68 - Mobility, Migration and Health: Actors, Diseases and Borders	78
A69 - Parcours éducatifs, circulations et mobilités sociales en Afrique et dans les diasporas	79
A70 - Socialisation de rupture dans les pratiques sexuelles en Afrique : appréhender l'homosexualité dans les sociétés actuelles.....	80

A1 - Épistémologie de la recherche sur l'Afrique : retour sur les "ficelles du métier"

Sadio Soukouna (sadio.soukouna@univ-paris1.fr) ; Niandou Touré (ms@ciemi.org)

Ce panel invite des contributions originales sur l'état actuel des outils et méthodes de recherche mobilisés dans les travaux sur l'Afrique. Nous souhaitons ouvrir un espace de discussion qui s'inscrit dans une perspective réflexive à partir de différents terrains et contextes de recherche. Dans cette perspective, le panel propose de réunir des travaux sur les conditions matérielles de la recherche et sur les effets de ces dernières sur la production académique des chercheur.e.s. Cependant, il ne s'agit pas ici de relancer le débat sur la division du travail scientifique dont le caractère inégalitaire entre le Nord et le Sud a été largement démontré (Diawara, 1985 ; Hountondji, 1993 ; Ouattara et Ridde 2013 ; Zevounou, 2020 ; Beaud, 2021). Les contributions questionneront plutôt l'épistémologie de la recherche dans sa dimension de déconstruction, de reconstruction et de « révision » des preuves en sciences sociales (Passeron, 2004) sur l'Afrique. Nous serons particulièrement attentifs aux présentations restituant des terrains « concrets », c'est-à-dire des pratiques de recherche et des modes opératoires, qui, parce qu'ils ne sont pas explicitement formulés dans la méthodologie officielle, relèvent de pratiques réelles (Becker, 2002). Les propositions de communication pourront également aborder les difficultés de prise de distance vis-à-vis des catégories (émiques, normatives, institutionnelles) tout en analysant leurs effets sur les savoirs produits. Par ailleurs, ce panel accorde une place prépondérante à la dimension diachronique des recherches puisqu'il engage les chercheurs à questionner leurs pratiques au regard des héritages coloniaux afin d'étudier les ruptures et continuités qui s'opèrent avec certains modes opératoires.

Sans prétention à l'exhaustivité, les questions suivantes fournissent quelques indications sur les orientations thématiques des contributions attendues :

- Quelle place accorde-t-on à la réflexivité dans nos recherches ? Comment les chercheurs (Africains et non-Africains) travaillant sur les terrains africains résistent-ils, ou au contraire, mobilisent-ils les assignations émanant du terrain ? L'enjeu est d'essayer de comprendre la place assignée au chercheur par les acteurs étudiés et inversement.
- Comment les chercheurs déjouent-ils les barrières et proximités linguistiques, ethniques, nationales, sociales, de sexe ou de race ? Autrement formulé, quels sont les atouts et les limites d'une « anthropologie chez soi » (Diawara, 1985 ; Ouattara, 2004). Quid d'une anthropologie sur autrui ?
- Quels savoirs académiques, grilles d'analyse et cadres conceptuels mobilise-t-on pour travailler sur l'Afrique ? Dans quelles mesures les théories, concepts et méthodologies appliquées sont-elles opérantes ? Et le sont-elles plus ou moins par rapport à d'autres terrains ?
- Comment s'organise la production de savoirs dans des contextes de crise (politique, sécuritaire, sanitaire) ?

A2 - Intégration des femmes dans les chaînes de valeur agricole et leur adaptation face à l'évolution du contexte sécuritaire au Sahel

Chantal Ndami (chantal.ndami@graduateinstitute.ch), Alhassoumi Hadizatou (penndo333@gmail.com)

La situation précaire des femmes dans les chaînes de valeur agricole en Afrique de l'Ouest a été documentée (Saussey, 2009 ; Alhassoumi, 2012 ; Monimart, 2014). Elles subissent des contraintes à l'accès et surtout au contrôle des ressources productives (terre, crédits) et aux innovations, liées à des politiques publiques encore très peu sensibles au genre et à des normes socioculturelles encore peu favorables à la valorisation de leurs capacités productives. En effet, les sociétés rurales d'Afrique de l'Ouest sont caractérisées par une division sexuelle du travail agricole qui laisse une grande responsabilité aux femmes dans la production et la transformation alimentaire tout en les excluant du contrôle des ressources productives, en particulier la terre.

Depuis la décennie 1980, on note cependant un grand investissement des femmes dans la commercialisation de produits agricoles. En effet le contexte sociopolitique et économique a entraîné en Afrique au cours des décennies 1980 et surtout 1990 un mouvement général de mobilisation des sociétés civiles qui ont favorisé l'émergence des organisations collectives avec une implication importante et progressive des femmes. Des groupements féminins et/ou composés à majorité de femmes, on assiste aujourd'hui à des réseaux et fédérations de groupements dont les femmes sont largement partie prenante (Rykmans, 1997 ; Alhassoumi, 2012, 2014 ; Bonnassieux, 2014). De plus en plus, les femmes témoignent non seulement de capacités à se saisir des opportunités pour s'investir dans la sphère productive mais aussi de capacités à y construire des compétences techniques et cognitives pour renégocier, voire revendiquer un repositionnement social (Saussey, 2009 ; Alhassoumi 2014). Par ailleurs les politiques d'intégration régionale favorisent la création d'espaces d'échanges commerciaux réguliers qui inscrivent les femmes dans des nouvelles formes de circulations avec des produits notamment agricoles qui renforcent leurs capacités de mobilités et leur positionnement au niveau de certains maillons des chaînes de valeur.

Cependant, depuis quelques années l'espace sahélien est confronté à une insécurité croissante qui entrave les mobilités. L'avènement de la pandémie de la Covid-19 depuis deux ans a accentué les difficultés de circulation des biens et des personnes notamment dans les espaces communautaires de l'UEOMA et de la CEDEAO. D'où l'intérêt de s'interroger sur les capacités et les stratégies d'adaptation développées par les femmes résolument engagées dans la transformation et la commercialisation de produits notamment agricoles au-delà de leur espace de vie.

A3 - Circulations et appropriations d'un rituel des travailleurs : les 1er mai en Afrique

Alexis Roy (alexis.roy@cnrs.fr)

« L'invention du 1er mai » (Tartakowsky, 2014) dans les années 1880 aux USA et en Europe a connu une postérité inattendue, puisque la journée internationale des travailleurs est célébrée presque partout dans le monde aujourd'hui. Elle est toutefois organisée de diverses façons, en fonction des traditions syndicales nationales, du degré de libéralisme politique à l'œuvre ou encore des rapports entre organisations représentant les travailleurs, le patronat et l'État.

Ce panel envisage de restituer la façon dont les pays africains se sont appropriés cette journée, comment a -et circule encore- des modes d'organisation du 1er mai, tout en interrogeant les formes particulières qu'ils ont données à la ritualisation de cette journée. L'objectif est notamment de mieux historiciser cet évènement sur le continent. Ce sujet n'a, en effet, pas encore attiré l'attention des historiens et des chercheurs en sciences sociales.

L'étude de cet évènement, plus ou moins festif et revendicatif selon les pays, permettra de mettre en lumière des enjeux politiques et sociaux singuliers en fonction des contextes nationaux et internationaux (de colonisations, guerre froide, plans d'ajustement structurel). Ce panel s'intéressera notamment aux préparatifs de cette journée (sur le plan matériel et de l'élaboration des revendications) ; aux rapports entre ses protagonistes et à leur profil (organisation en intersyndicale ou pas, les secteurs professionnels représentés, la présence ou non d'officiels aux défilés, etc.) ; les répertoires d'action à l'œuvre autour des défilés et des meetings ; les formes données aux revendications et leur contenu (slogans, banderoles, cahiers de doléances), etc., autant d'éléments constituant des révélateurs des modalités d'expression, d'organisation et de hiérarchisation du monde social. Ces enjeux seront étudiés à partir de différentes études de cas, illustrant également la façon dont ils se conforment ou non à des modèles revendicatifs et militants, plus ou moins protestataires (Bouilly, 2019).

Enfin, ce panel permettra de s'interroger sur les conditions de circulation des idées et des pratiques organisationnelles et militantes, en se demandant notamment comment s'articulent les approches nationales et transnationales de cet évènement globalisé (Bourdieu, 2002 ; Saunier, 2004 ; Vauchez, 2013).

A4 - Circulations matérielles entre l'Asie et l'Afrique : ethnographies de chaînes globales d'approvisionnement

Giorgio Blundo (giorgio.blundo@ehess.fr), Alessandro Jedlowski (a.jedlowski@sciencespobordeaux.fr)

L'entrée de la Chine au sein de l'OMC en 2001 a été le point de bascule d'un processus de longue durée de redéploiement des échanges commerciaux entre l'Afrique et le reste du monde. L'axe classique Nord-Sud a été remplacé d'abord par une intensification sans précédents des circulations entre la Chine et le continent africain, pour ensuite s'élargir à l'ensemble de la sous-région est-asiatique (Inde, Vietnam, Malaisie, Thaïlande, etc.). Dans ce cadre, la littérature en sciences sociales s'est concentrée dans un premier temps particulièrement sur la dimension macro-économique et macropolitique des relations sino-africaines. La deuxième moitié des années 2010 a vu apparaître des ethnographies centrées sur les mobilités de personnes (entrepreneurs, commerçants, intermédiaires, étudiants, migrants). Cette entrée a insuffisamment pris en compte les filières économiques investies par ces acteurs, aboutissant ainsi à une représentation appauvrie de leurs trajectoires et à une méconnaissance de la dimension matérielle des échanges dans lesquels ils sont impliqués.

Cet atelier propose de contrebalancer cette littérature par une entrée résolument axée sur les biographies d'« objets » circulant au sein de chaînes d'approvisionnement de différente nature : produits manufacturés (motos, tissus, appareils électroniques, bibelots, etc.), productions culturelles (séries télévisées, films, musique, etc.), modèles entrepreneuriaux, styles culturels (modes vestimentaires, meubles, décoration d'intérieur, etc.).

Les communications attendues pourront proposer l'analyse d'une chaîne d'approvisionnement spécifique dans sa globalité, ou présenter une étude des modalités de réception, utilisation et consommation ayant lieu tout au long de ces itinéraires de circulation. Il s'agira d'interroger à nouveaux frais ce qui se joue, pour le continent africain et pour ses nouveaux partenaires, dans le déploiement de ces multiples connexions, et de comprendre leurs effets sur le plan économique, politique et culturel.

A5 - Circulations religieuses et circulations du religieux dans les Afriques

Idriss Fernand Mintoogue (ferneyyagami90@gmail.com), Marta Contijoch Torres (martacontijoch@ub.edu)

Le point de départ de l'atelier proposé vise à considérer – suivant la ligne directrice de ces rencontres – la « circulation » au sens large, afin d'y intégrer le domaine du religieux. Les concepts de mobilité et circulation ont déjà été appliqués à l'approche du religieux (Fouchard, Mary et Otayek, 2005 ; Bava et Capone, 2010 ; voir plus récemment le numéro coordonné par Mossière et Bava, 2021). Mais ils ont souvent été appliqués à étudier les migrations humaines et les échanges religieux qui en découlent dans des contextes précis. C'est le cas, pour n'évoquer qu'un exemple, avec des études autour des pentecôtismes et néo-pentecôtismes (Fancello et Mary, 2010 ; Lindhardt, 2014). Ces approches se sont centrées sur les façons dont la mobilité et l'échange, dans l'espace, de personnes et marchandises va de soi avec la circulation d'objets, de produits et de biens, d'images, d'idées, d'idéologies, voire de rumeurs et le cortège de pratiques de soi qu'elles supposent chez tous les agents impliqués (Séraphin et al. 2004 ; Bouju et Martinelli 2012 ; Fancello 2015). Pour autant, la « circulation » appliquée au religieux, autoriserait la saisie d'autres formes de médiation, dont le domaine d'expression va au-delà du tangible. Ainsi, circuleraient également ici des énergies et des puissances, des entités humaines et non-humaines : des génies, des esprits, des divinités, se mouvant dans des territoires mondains ou imaginaires (Masquelier, 2008), sinon entre des univers et dimensions du réel différant du monde tangible. En plus des agents cités précédemment, l'on peut également considérer les animaux, les mots, également mobilisés comme médiateurs de cette circulation et passage de frontières dans les mondes visibles/sensibles et invisibles/intangibles.

Le but de cet atelier sera de rassembler des chercheuses et chercheurs autour du thème centrale des REAF : « Circulations dans les Afriques, Afriques en Circulation », que nous avons choisis d'aborder, ici, sous l'angle du religieux. Nous tenterons de répondre aux questionnements suivants : Quels objets, mots et agents (visibles et invisibles) circulent en Afrique, dans ce domaine de la vie sociale ? Quels types de circulations y ont lieu ou sont motivées par ce domaine ? Comment est-ce que le religieux parvient-il à surgir d'autres formes de circulations, à défaut de s'imbriquer avec celles-ci ? Quels types d'espaces sont concernés par ces différentes circulations, en rapport avec le religieux ?

La présente proposition d'atelier se vaudra une plateforme de décloisonnement du débat scientifique. Au contraire, elle favorisera, dans la dynamique voulue par les REAF, les échanges interdisciplinaires et les approches transdisciplinaires, en vue d'enrichir les réflexions autour des circulations en Afrique et les Afriques en circulation. Ainsi, cet atelier entend donc accueillir les réflexions ou propositions issues de disciplines autres que l'anthropologie, pour remettre le débat évoqué entre les mains des différentes expertises en sciences sociales.

A6 - Communs, gouvernance partagée des ressources et services en Afrique

Catherine Baron (catbaron11@yahoo.fr), Jean-François Kibler (kibler@gret.org)

Les enjeux liés à la transition écologique, sociale et économique suscitent la recherche de nouveaux modes de gouvernance des ressources naturelles et des services essentiels qui en dépendent. Des approches par les communs, qui ont connu un regain d'intérêt au cours des dix dernières années, fournissent des pistes pour penser la formulation de politiques publiques mieux à même de favoriser une réappropriation citoyenne pour une action publique plus inclusive. Elles renvoient cependant à une diversité de courants et d'interprétations. Dans cet atelier, nous mettons l'accent sur la manière dont les Communs peuvent ouvrir des voies alternatives pour une gouvernance partagée, dans une perspective de Recherche-Action.

Cet atelier vise à interroger les pistes de changement à partir d'expériences de Recherche-Action conduites par des acteurs du développement (ONG, bailleurs), en lien avec des chercheurs.

Divers projets ou programmes portant sur la gouvernance des ressources naturelles et/ou des services (eau, forêts, aires protégées, etc.) pourront être interrogés à travers ce prisme.

A partir d'analyses réflexives basées sur ces projets, l'inscription d'une l'approche par les communs dans des dynamiques d'élaboration, de circulation et de mise en œuvre de politiques publiques sera abordée au travers d'une série de questionnements : Quel est le rôle de l'Etat et des collectivités territoriales dans la construction de gouvernances partagées ? Comment interagissent les agents de l'Etat, des collectivités territoriales, et des collectifs de citoyens ou d'usagers « communautaires » des ressources et/ou services dans les processus de gouvernance partagée des ressources, des territoires et des services ? Comment les articulations d'échelles et les relations inter-individuelles et institutionnelles façonnent-elles les dispositifs de gouvernance ? Quels rôles peuvent jouer des agents extérieurs, tels que des ONG ou des bailleurs, dans ces processus de construction de gouvernances partagées ?

Par ailleurs, la démarche de recherche-action conduit à mettre l'accent sur des aspects méthodologiques : Comment la collaboration entre chercheurs et opérateurs de développement se matérialise-t-elle ? Comment dialoguent-ils et co-construisent-ils leurs cadres d'analyses et grilles de lecture ? Quels sont les biais associés aux différentes postures, du chercheur ou de l'observateur engagé au sein de l'ONG dans la conduite d'enquête ou de gestion de projets ? Comment leurs résultats sont-ils partagés avec les communs ? Comment tirer des enseignements opérationnels pour formuler et enrichir les approches par les communs ?

Enfin, ces analyses tenteront de rendre compte des apports de l'approche par les communs sur les stratégies d'intervention d'ONG et, de façon plus large, sur les stratégies d'intervention de projets d'aide au développement.

A7 - Constructions spatiales de l'intimité et espaces domestiques en Afrique de l'Ouest

Pietro Fornasetti (pietrofornasetti@gmail.com), Delphine Sall (delphine.sall@parisnanterre.fr)

Ce panel porte sur la construction de l'intimité abordée par le prisme des transformations des sociétés ouest-africaines, et au regard des récentes évolutions que connaissent les espaces domestiques. En effet, ces derniers sont traversés par des transformations actuelles rapides, notamment liées à une urbanisation croissante, une féminisation des migrations, une décohabitation accrue des conjoints, le développement d'activités féminines extra-domestiques, la réduction des espaces publics sous l'effet de la densification urbaine, etc. La dynamique qui résulte de ces transformations de l'espace domestique représente-t-elle une rupture radicale ou une intensification de phénomènes déjà structurants, mais dont les effets restent comprendre en raison de l'ampleur et du rythme des transformations contemporaines ?

Les travaux récents, menés sur ces questions en Afrique de l'ouest vont rebours des études classiques sur la parenté ou les groupes domestiques, qui considéraient que les unités sociales devaient être comprises en termes de filiation ou reproduction (entre autres : Fortes 1953, Goody 1969, Meillassoux 1975). À l'inverse, c'est le caractère avant tout spatial et vécu du rapport entre résidence et appartenance qui est mis en avant : cohabiter (ou non) construit tout aussi bien les relations d'appartenance que d'être affilié (ou non) un groupe (Cassiman 2006, Moya 2017, Hamberger 2018, Sall 2019, Fornasetti 2020, Dessertine 2021). De même, les mouvements quotidiens, que ce soit pour partager une chambre à coucher, saluer un aîné, prendre un repas avec ses pairs, aller travailler, apparaissent à la base de la construction de relations telles que la séniorité, le genre, la parenté.

Plus spécifiquement, nous invitons ici à penser la dimension spatiale de l'intimité travers l'espace domestique considéré comme une interface dynamique qui articule des domaines de la vie sociale habituellement abordés séparément : corps, affects, sexualité, genre, statuts sociaux, foncier, patrimoine. Il sera question de détailler ce qui peut et qui ne peut pas circuler dans cet espace, à quels moments ou conditions, ce qui est présent ou rendu visible, les affects qui sont manifestés ou non dans chacune de ses sphères.

Les travaux que ce panel mettra en dialogue présenteront des ethnographies d'espaces domestiques africains, situés en contexte rural comme urbain. Pour ce faire, ils insisteront sur les circulations (de substances, de biens, d'idées, de personnes) dans ces espaces et s'attacheront à montrer comment celles-ci (entendues notamment comme passages entre visible et caché, entre présent et absent, entre dedans et dehors) sont au cœur des processus de construction de relations, plus ou moins intimes et, plus largement, comment elles participent à donner forme aux relations sociales.

A8 - Entre répression et soin, politiques des drogues « en mouvement » en Afrique de l'ouest

Alice Desclaux (alice.desclaux@ird.fr), Gautier Ndione (ndionealbert86@gmail.com)

La « *War on drugs* » lancée en 1971 par le président Nixon a étendu au niveau global la répression face aux drogues. En Afrique, les législations héritées des politiques coloniales qui avaient exploité l'opium et le kif sont alors devenues répressives pour le trafic et la détention de stupéfiants, ménageant une possibilité de soin par l'injonction thérapeutique rarement pratiquée. À partir des années 2000, les connaissances médicales considèrent la consommation de drogues comme une addiction relevant de soins en santé mentale. En 2014, le Centre de Prise en charge Intégrée des Addictions de Dakar (CEPIAD) commence à délivrer un traitement de substitution (méthadone) et des soins, et à mener des interventions de réduction des risques auprès des consommateurs ; d'autres centres se développent ensuite en Afrique de l'Ouest. A l'international, les instances (à l'exception de quelques pays dont la France en 2021) promeuvent alors une approche combinant santé et droits humains et distinguant les consommateurs des fournisseurs. De plus, la légalisation partielle du cannabis (a minima du CBD) dans de nombreux pays souvent producteurs et l'émergence de nouvelles drogues complexifient les approches juridique et médicale.

Ce cadre en mouvement (nouveaux produits en circulation tels que le tramadol, législations en cours de modification, nouveaux services de soins en addictologie, circulation du modèle global de réduction des risques, émergence d'associations de consommateurs...) tend à médicaliser les pratiques autour des drogues, alors que les approches répressives continuent à confondre la consommation et le trafic. Or, les études ethnographiques sur les drogues, peu nombreuses, se sont rarement intéressées à l'axe « répression-soin » qui semble désormais essentiel pour rendre compte du rapport aux drogues, diversifié selon les produits, les sites, et la place des acteurs dans la « vie sociale des drogues ».

Ce pannel vise, dans la perspective du Réseau des scientifiques sur les drogues en Afrique Francophone (RESCIDAF, rescidaf.hypotheses.org), à documenter des pratiques sociales qui relèvent de la répression, du soin, ou d'une combinaison de ces deux champs. L'objectif est de montrer les formes et effets locaux du changement de paradigme (soigner au lieu de réprimer), les tensions ou les interprétations conciliantes qui découlent d'injonctions globales ou nationales dans des contextes locaux, concernant divers acteurs de la production, la transformation, la commercialisation, la consommation, la répression, le soin pour les psychotropes illicites.

A9 - Intermédiaires, courtiers et passeurs. Penser l'intermédiation en contexte migratoire africain au-delà de la dichotomie entre autonomie et contrôle.

Camille Cassarini (camille.cassarini@gmail.com), Anissa Maâ (anissa.maa@ulb.be)

Depuis les années 2000, le contrôle migratoire s'est largement renforcé sur le continent africain. Sous la pression des États européens conditionnant l'aide au développement à une participation à la lutte contre l'immigration irrégulière, les États africains, en se réappropriant ces outils de lutte, ont participé à la construction du gouvernement international des migrations. Ce dernier, associant rationalités sécuritaires, humanitaires et développementistes soutient la sédentarisation des ressortissants africains, en entravant leurs circulations et en encourageant leurs retours dans leur pays d'origine. Sa mise en œuvre sur le terrain repose sur la participation d'une pluralité d'acteurs. Les organisations internationales, financées par des bailleurs majoritairement européens, opèrent en partenariat avec des acteurs - humanitaires, caritatifs - bénéficiant d'une relation de confiance avec les migrants. Animés par les opportunités de captation de ressources, des acteurs locaux, notamment associatifs, ont également investi "l'industrie migratoire".

Agissant à l'intersection des États et des migrants, la diaspora, les transporteurs parfois qualifiés de "passeurs", et autres « courtiers » en migration facilitent les mobilités de leurs pairs. Pour leur part, les migrants établis dans les pays de transit, les migrants de retour dans leur pays d'origine et les familles de migrants disparus contribuent aux programmes de retour volontaire et de sensibilisation contre la migration irrégulière.

Qu'ils favorisent ou contredisent le contrôle migratoire, les intermédiaires africains occupent donc un rôle clé, mais ambigu, dans la construction des espaces circulatoires sur le continent. Car tandis que leur "indigénéité" vis-à-vis de leurs pairs légitime des discours et des pratiques anti-migratoires, elle peut simultanément contredire leur implication dans le contrôle de ces derniers.

Dans cette perspective, cet atelier propose d'interroger la pluralité des figures et des pratiques de l'intermédiation au-delà de la dichotomie entre autonomie et contrôle. Quelles trajectoires sociales et politiques, et quels rapports à la mobilité soutiennent les pratiques des intermédiaires locaux ? Dans quelle mesure ces derniers transforment-ils les modalités du contrôle migratoire ?

Mobilisant l'histoire du gouvernement colonial et l'anthropologie du développement, l'atelier entend enfin identifier les ruptures et continuités qui sous-tendent l'usage d'intermédiaires africains dans le gouvernement des populations sur le continent.

A10 - Leaderships féminins de type islamique au prisme des circulations en Afrique de l'Ouest

Abdoulaye Niang Cheikh El Hadji (cheikhabdoulaye1.niang@ucad.edu.sn), Anouk Cohen (anouk.cohen6@gmail.com)

Même si le positionnement religieux des femmes en cours de reconfiguration frise quelques fois la transgression, elles ne se réapproprient pas moins des normes établies et largement partagées (le sens du sacrifice, l'idéal de la renonciation, l'abnégation, l'altruisme féminins). Comment opèrent-elles ces compromis ? Plus globalement, comment déceler les marqueurs typiquement féminins, en retraçant les parcours de ces femmes tentant de développer un nouvel leadership religieux ? Comment saisir ces logiques de circulation dans leur complexité spatiale et dans leur fluidité ? Et jusqu'à quel point le mouvement des idées et les nouvelles tendances issues de la globalisation influencent-ils ces destins africains ? Dans quelle mesure ces parcours renseignent-ils sur les modes d'émancipation en Afrique de l'Ouest ? Enfin, comment ces parcours féminins rejouent-ils des utopies et /ou vulnérabilités proprement féminines ?

L'ambition de cet atelier est de comprendre dans quelle mesure les modalités de circulation féminines produisent et traduisent des recompositions sociales en cours touchant notamment aux modes d'autorité religieux, aux relations liées au genre, aux rapports entre le public et le privé.

L'atelier vise également à situer les dynamiques féminines dans leur rapport à la globalisation des savoirs religieux, des flux de capitaux et de technologies. Enfin, les communications s'attacheront à cerner l'impact de la globalisation dans la résurgence d'utopies et/ou de vulnérabilités féminines en Afrique ; autrement dit le lien entre la globalité et l'émergence de territoires utopiques et /ou vulnérables féminins dans leurs multiples modalités discursives et pratiques.

Les contributions s'inscriront dans plusieurs champs disciplinaires des sciences humaines et sociales (anthropologie, histoire, islamologie, sociologie, politologie, études littéraires et artistiques, etc.) qui feront la part belle aux études empiriques.

A11 - Les dynamiques de transformation et de circulation des normes de la famille en Afrique Subsaharienne au prisme du célibat et/ou de l'absence d'enfant

Fatoumata Ouattara (fatou.ouattara@ird.fr), Agnès Adjamagbo (agnes.adjamagbo@ird.fr)

Ce panel propose de s'intéresser aux personnes vivant en marge du mariage et/ou qui n'ont pas d'enfant en Afrique Subsaharienne afin de questionner les modèles et pratiques du « faire famille » en circulation sur le continent. Nous souhaitons interroger les effets transformateurs de ces configurations sociales marginales, sur la famille. On explorera les réalités sociales qui se cachent derrière le phénomène du célibat prolongé et/ou d'absence d'enfant et ce qu'elles disent du devenir du mariage, institution fondamentale dans la vie des individu.e.s (Hertrich, 2007 ; Marcoux et Antoine, 2014). Ce panel mettra l'accent sur l'étude des vécus des personnes. Les normes sociales n'étant pas figées dans l'espace et le temps mais légitimées et (re)produites dans les différents espaces de sociabilité, nous chercherons à apporter un éclairage original sur le changement social en nous focalisant sur les pratiques et les représentations à la marge.

Axe 1 : Vivre en dehors du mariage

On observe statistiquement un recul de la formalisation des unions et de l'âge au premier mariage conduisant à une phase de célibat pré-marital qui s'allonge, à la diminution de l'intrusion des membres familiaux dans la prospection matrimoniale (Calvès, 2016 ; Calvès, Binetou Dial, et Richard Marcoux, 2018) . On s'interrogera dans cet axe aux logiques sociales associées à ces transformations. Assiste-t-on à « un ébranlement des idéaux familiaux » remettant en question le caractère incontournable du mariage ? Que révèlent de tels changements de l'évolution des relations intergénérationnelles et de genre ?

Axe 2 : Les normes de maternité/paternité

Quels stigmates circulent autour de l'absence d'enfant ? Sont-ils différenciés en fonction du genre ? On s'attardera sur les dimensions affectives et émotionnelles, notamment la honte associée à la remise en question des normes de la famille (Ouattara, 2018) ? On insistera sur l'influence des contextes politiques, économiques et religieux sur les possibles pour les individu.e.s dans les sphères familiales.

Ce panel invite des contributions en histoire, sociologie, géographie, anthropologie et démographie fondées sur des données empiriques.

A12 - Les industries musicales et audiovisuelles africaines à l'ère du numérique : Quels enjeux créatifs, économiques, sociaux et politiques ?

Alfonso Castellanos (alcasma@yahoo.fr), Stéphane Costantini (steph.costantini@gmail.com)

Dans un paysage médiatique marqué par le développement accéléré et les usages multiples des outils numériques, les productions musicales et audiovisuelles se transforment rapidement en Afrique. Or, il reste encore à saisir les différentes manières dont l'intégration de ces technologies s'effectue dans des logiques productives proprement locales et les impacts des contenus hypermédiatisés allant de l'échelle de la ville aux sous-régions du continent. Comment se produit aujourd'hui dans les pays africains une esthétique typiquement locale avec les éléments disparates que les sonoristes, les réalisateurs de vidéoclips et les musiciens mobilisent ? Quels modèles créatifs s'imposent ? Quelles particularités et différences observe-t-on entre les pays ?

Dans cet atelier, une attention particulière sera portée à l'articulation de la production et la réception dans le but d'analyser les manières dont ces deux phases se fécondent en permanence dans les processus de création. On s'intéressera alors aux dosages, délibérés ou non, entre l'appropriation de clichés et sons médiatisés massivement, et la proposition de narratives originales dans le but d'interroger les codes de la représentation et la fabrique inconsciente des imaginaires. On se demandera comment les dynamiques globalisées réifient ou, au contraire, font sauter les clivages identitaires, et comment les pratiques de connexions renouvellent les formes d'engagement, d'adhésion ou de contestation des modèles sociaux. On s'intéressera aussi aux phénomènes de résurgence de mémoire rendus possibles par la technologie numérique. Celle-ci a conduit à la réédition et à la redécouverte d'enregistrements musicaux et de séquences filmées liés à la période des indépendances qui, aujourd'hui, constituent autant de ressources de création pour les musiciens et les réalisateurs de vidéoclips. On questionnera l'hypothèse que le développement accéléré des outils numériques et des partages de contenus musicaux et audiovisuels contribue à amplifier la circulation de discours identitaires locaux, qui pour les uns visent à rassembler au-delà des frontières étatiques en prenant pour modèles les anciens empires ouest-africains, pour les autres particularisent encore plus la culture et renforcent les conservatismes. À l'inverse, on se demandera dans quelle mesure le développement des technologies numériques et du marketing culturel coïncide avec et amplifie une certaine dépolitisation des sociétés, au profit d'une économie qui fait émerger l'acteur producteur d'une part et l'individu consommateur d'autre part.

Les communications sélectionnées analyseront les modèles créatifs des structures de production à la lumière des circulations médiatiques, les formes de mise en scène par le son et/ou l'image, le marketing culturel des opérateurs leaders en Afrique et leur rôle dans la diffusion des contenus.

A13 - Mobilité et logiques sectorielles dans les économies urbaines en Afrique

Ludovic Bakebek (ludovicbakebek@gmail.com), Benjamin Rubbers (brubbers@uliege.be)

Selon l'Organisation Internationale du Travail (2018), l'économie informelle représenterait la principale source d'emploi dans les villes africaines, et concernerait essentiellement les couches les plus vulnérables de la population, à savoir les femmes et les jeunes. Cette représentation des économies urbaines en Afrique comme avant tout caractérisées par la pauvreté et la précarité est largement endossée par la littérature en sciences sociales. La majorité des chercheurs s'accordent en effet pour en faire un ensemble de pratiques de survie dominées par la dépendance (Ferguson 2015) et l'incertitude (Cooper et Pratten 2017). Si une place est donnée aux trajectoires entrepreneuriales, celles-ci sont reconnues comme concernant seulement une minorité (e.g. McGaffey 1987; Rubbers 2009; Meagher 2010).

Dans un travail antérieur, nous avons été amenés à remettre en question cette représentation des économies urbaines comme le domaine par excellence de la pauvreté et de la débrouille, de manière à investiguer plus en détail – au-delà de l'alternative entre accumulation et survie – la diversité des trajectoires sociales des individus et les différents facteurs qui peuvent en rendre compte (Rubbers 2017; voir aussi Rizzo 2016; Noret 2019). Cet atelier propose de prolonger cette réflexion en interrogeant les logiques sectorielles que ces trajectoires peuvent donner à voir, c'est-à-dire la manière dont les individus sont amenés à « faire carrière » dans un secteur donné en acquérant des compétences qui lui sont spécifiques, en y développant un réseau relationnel et/ou en y investissant du capital. Nous avons eu l'opportunité de mettre à jour de telles logiques lors de recherches récentes sur les secteurs de la construction et du transport au Cameroun. Selon nous, de telles logiques conduisent non seulement à remettre en cause la prétendue prépondérance de la multi-activité dans les stratégies des citoyens africains, mais également à réfléchir sur ce que les trajectoires de mobilité sociale peuvent avoir de spécifique selon les secteurs d'activité.

C'est cette piste de recherche que cet atelier propose d'explorer dans une perspective comparative, en se penchant sur les trajectoires de mobilité sociale à l'œuvre dans différents secteurs et pays. Comment rendre compte de la diversité des trajectoires dans un même secteur ? Quels sont les facteurs qui les déterminent ? Quelles formes de mobilité spatiale impliquent-elles ? Dans quelle mesure sont-elles l'objet de stratégies, de projections dans l'avenir ? Comment la réussite est-elle représentée par les acteurs ? En abordant ces questions à partir de différentes études de cas, le but de l'atelier est de développer une analyse plus fine de la dynamique et de la complexité des économies urbaines en Afrique.

A14 - Réseaux sociaux et participation politique des diasporas africaines en Europe : Cyber-activisme et entrepreneuriat numérique

Elisa Dainelli (dainelli.elisa@gmail.com), Andrea Guida (ndrguida@gmail.com)

Cet atelier propose d'analyser la relation entre la multiplication des réseaux sociaux et l'émergence des nouvelles formes de participation politique au sein des diasporas africaines résidentes en Europe. Dans ce cadre, nous proposons une définition large de cyber-activisme, à même d'inclure les formes d'engagement aux contenus politiques plus explicites aussi bien que des formats plus ambigus et nuancés, qui se situent au croisement entre engagement politique et entrepreneuriat numérique. En raison de la prolifération de nouvelles plateformes numériques, en effet, l'espace virtuel se décline aujourd'hui de manière de plus en plus diversifiée, avec des réseaux sociaux qui mettent en avant des contenus visuels, d'autres qui mettent l'accent sur des messages brefs et incisifs, d'autres encore qui insistent sur des formes de langage multimodale, ouvrant ainsi un large éventail de nouvelles possibilités communicatives. Dans ce cadre, pour les membres politiquement actifs des diasporas africaines, l'espace numérique n'est plus seulement un espace d'expression politique mais aussi une avenue pour la création d'opportunités économiques inédites. Les comptes Twitter ou Facebook de leaders politiques et des associations diasporiques qui militent pour des causes spécifiques côtoient et s'entremêlent désormais avec des comptes Instagram et TikTok ou des chaînes YouTube mises en place par des influenceurs et des artistes diasporiques qui développent un discours politique tout en expérimentant des modèles d'entrepreneuriat numérique à même de leur garantir un retour économique. Ce panel veut donc analyser la complexité de ce paysage multiforme, en s'appuyant sur des recherches qui combinent l'ethnographie numérique (et donc l'analyse qualitative des contenus en et des commentaires qu'ils provoquent en ligne), à l'observation participante au sein de groupes diasporiques africains résidents en Europe. Dans ce sens, cet atelier veut mettre au centre de sa démarche une approche résolument qualitative, qui analyse les contenus et les activités politiques des membres des diasporas africaines qui ont lieu sur Internet en tant que pratiques culturelles qui existent à la croisée des sphères « on line » et « off line ». Nous ouvrons cet atelier à des propositions se concentrant sur l'étude des diasporas africaines dans l'espace européen pour donner une dimension comparative à notre discussion, et pour reconnaître la nature intimement transnationale des interactions ayant lieu en ligne – des interactions qui créent des communautés transversales qui peuvent « se rétrécir et s'étendre d'instant en instant, consolidant parfois des communautés linguistiques ethniques bien plus petites que l'entité nationale, d'autres fois en contournant la nation pour convoquer un public panafricain, noir ou pan-humain » (Barber, 2007 : 2002).

A15 - Subjectivités politiques et pluralité d'agir politique en contexte postcolonial et d'extraversion

Marie Deridder (marie.deridder@antro.uu.se), Anaïs Menard (nais.menard@gmail.com)

Après avoir consacré le recul de l'Etat via les Programme d'ajustement structurel dans les années '80, au tournant du millénaire, les leitmotivs et autres *buzzwords* des cadres internationaux de l'aide au développement sont la « participation » et le « co-développement » visant à organiser de nouveaux rapports entre organisations de développement, Etats et acteurs se réclamant de la société civile (Cornwall & Eade, 2010). Ces derniers deviennent un rouage central du complexe développementiste et, selon la rhétorique officielle, sont appelés à limiter le pouvoir de l'Etat pour réaliser un processus de démocratisation depuis l'échelon local jusqu'à l'international, y compris dans des régimes semi-autoritaires (Hilgers & Mazzocchetti 2010). Dans ce contexte, par le biais des financements alloués et d'une stratégie d'*empowerment*/renforcement de capacités (Lavigne Delville, 2015), les bailleurs de fonds cadrent et valorisent certaines formes d'organisation et d'agir politique comme, par exemple, la forme associative, l'*advocacy*/plaidoyer ainsi que le travail en réseau et en coalition d'acteurs articulant échelons local, international et dynamique transnationale. Cette histoire et ce cadrage ont ainsi contribué à profondément modeler les subjectivités politiques et les formes conventionnelles d'agir politique tant au Nord qu'au Sud (Bouilly et al., 2016 ; Bouilly, 2019).

Sur le continent africain, en miroir à l'Etat importé (Badie 1992), cela a donné lieu à une littérature consacrée à « l'illusion » d'une société civile africaine (Chabal & Dalloz, 1999), à sa greffe (Pirrotte 2003, Quantin 2004, Poncelet & Pirrotte 2007), ainsi qu'à son rôle (Blundo 1995, Bierschenk et al. 2000) et ses ruses (Laurent 1998) dans les stratégies de captation de rente du développement. Tout comme les Etats africains, ces sociétés civiles africaines seraient aux prises avec des logiques d'extraversion (Bayart 1999, Bouilly 2010) qui viendraient, pour certains, dénaturer un militantisme « authentique » largement fantasmé.

Toutefois, de nombreux facteurs ont contribué à reconfigurer les modalités de l'agir politique et du militantisme du niveau local au niveau transnational. Le contexte de « crises » multiples expérimenté par l'Afrique de l'Ouest (guerres civiles, Ebola, menace jihadiste, mouvements armés) s'est accompagné d'un accroissement des flux financiers à destination de l'humanitaire et d'un désengagement financier auprès des organisations de développement dites « de la société civile ». Les « crises » ont ainsi eu un effet de basculement obligeant les acteurs à se repositionner les uns vis-à-vis des autres, et vis-à-vis des bailleurs de fonds. Par ailleurs, le rôle joué par le digital et les mouvements diasporiques transnationaux participent aujourd'hui à une reconfiguration inédite des acteurs africains de ces « sociétés civiles » et de leurs formes d'agir politique dans un contexte postcolonial où le consensus postindépendance est de plus en plus contesté, comme en témoignent les controverses sur les migrations internationales, le franc CFA ou encore les interventions militaires internationales au sein desquelles sont impliquées les anciennes puissances coloniales. Souvent, ces repositionnements renouent avec et revendiquent une mémoire des luttes passées, en

contrepoint d'une certaine forme d'amnésie occidentale disqualifiant ces histoires militantes africaines.

À partir de différents ancrages nationaux, transnationaux et mouvements diasporiques africains, ce panel invite des contributions basées sur des recherches empiriques qui analysent, à travers un prisme intersectionnel, la construction des subjectivités politiques militantes et la pluralité d'agir politique dans un contexte postcolonial et d'extraversion, dont le qualificatif de « crise » est éminemment performatif. Les propositions de communication peuvent être en français ou en anglais. Elles devront inclure une brève description des données empiriques mobilisées et des principaux points d'analyse qui idéalement s'inscriront dans un débat scientifique plus large.

A16 - Tensions over Data circulation in postcolonial Africa

Philippe Gout (philippe.gout@inalco.fr), Siri Lamoureaux (siri.lamoureaux@uni-siegen.de)

Tensions between data circulation and data control are embedded in a larger struggle between Africa's drive to secure autonomy and equality as a global player and its ongoing and historically dependent relation to the Global North as a former colony, a site of extraction and profitability. As postcolonial thinkers (e.g. Edward Said) suggest, the entire western edifice of modernity could not exist without the existence of the postcolony as a negation. This may still be true in the push for 'datafication', to be observed here in tensions between 'disclosure' and 'enclosure' of big data in the global era. Datafication of a great many aspects of life in Africa, from health data, climate change, development indicators, biometric identity schemes and so on, are widely lauded as signs of progress in state's capacity for governance. And yet, a host non-state actors both private and public (such as Google or WHO) are deeply involved in these projects. Furthermore, the financial structures underlying the collection and storage of massive amounts of data for e.g. regional security, migration, outer-space or medical scientific cooperation, etc. is often funded by the Global North, questioning the notion of 'data ownership' by African states. Some players engaged in the contemporary struggle in de- and post-colonial debates over techno-modernity seek to erase codependent relationships and deny the infrastructural (and epistemological) histories that are hard-wired between Africa and the Global North. This position tends to essentialize "Africa" as a place with no historical, political, and infrastructural entanglements with the world.

In this panel, we invite papers that address the problematic of data circulation through the tensions sketched above. We are interested in the entanglements between material infrastructures of data – cables, cooling, storage, databases – and the political economy of data ownership, commodification, sovereignty and global governance.

A17 - Who tell the story? Stratégies discursives en temps de restitutions

Anne Doquet (annedoquet@yahoo.fr), Saskia Cousin (saskiacousin@icloud.com)

Dans son discours à l'Université Joseph Ki-Zerbo de Ouagadougou (nov. 2017), Emmanuel Macron appelle de ses vœux un mouvement de « restitutions temporaires ou définitives » du patrimoine africain. Qu'entendre par « restitutions temporaires » ? Comme le note le rapport Sarr-Savoy (2018), cette formulation est un oxymore qui suscite à la fois des tensions et des querelles d'interprétation. Elle participe pourtant à la nouvelle doxa des musées occidentaux, au renouvellement des coopérations Nord-Sud, à ce que l'Unesco appelle la « circulation des biens culturels et le patrimoine en partage » (juin 2018). De même, la montée en puissance de la notion de "provenance" interroge. Les recherches en provenance sont en effet diversement considérées, soit comme un "moment nécessaire et salvateur" (Sarr-Savoy) d'accès aux violences coloniales des spoliations, soit comme asymétriques : majoritairement issues des musées occidentaux, écartant spécialistes et savoirs locaux, elles contribueraient à freiner les processus de restitution.

L'émergence de cette terminologie dans l'arène des restitutions pose ainsi des questions qui vont au-delà d'une simple approche sémantique : c'est également de positionnement et de volonté politique qu'il s'agit, de la part d'acteurs institutionnels, du marché de l'art, des communautés non-étatiques, du militantisme, mais aussi de la recherche. Comment nommer précisément les processus en cours ? Eviter "d'effacer" selon le propos de Chimamanda Adichie ? Comment penser les glissements sémantiques, les euphémisations, l'alternance de termes paravents ou frontaux, leurs usages dans les discours militants ou réactionnaires ? Qui parle ? Quels sont les discours alternatifs ? Ce panel voudrait revenir sur ces enjeux et politiques discursives en s'appuyant notamment sur les travaux menés dans le cadre de l'ANR ReTours.

*Chimamanda Adichie - inauguration du Humboldt Forum, 25 sept. 2021

A18 - À l'ombre des migrant.e.s. Rester, partir, circuler : quand la mobilité des un.e.s impacte le sort des autres

Björn Nilsson (bjorn.nilsson@universite-paris-saclay.fr), Nehara Feldman (nehara.feldman.upjv@gmail.com)

Notre atelier s'intéressera particulièrement à la partie invisibilisée des processus de circulation migratoire depuis l'Afrique de l'Ouest : celles et ceux qui restent, à l'ombre des migrant.e.s, ou qui se voient imposer une mobilité du fait de la circulation d'autrui. Il s'agira dès lors de ne pas restreindre le regard sur les personnes qui réalisent une mobilité géographique initiale, mais plutôt d'élargir la focale sur ces autres protagonistes des processus migratoires. En effet, dans plusieurs contextes sociaux, le départ en émigration, l'installation dans un pays étranger et / ou la circulation migratoire mobilisent, affectent, impactent d'autres membres de la société que ceux et celles qui les effectuent en premier lieu.

En effet, il est souvent observé que les circulations des gens et des biens occasionnent, une redéfinition des institutions telles que le mariage, la parentalité et plus généralement la famille. Se pose alors la question de savoir comment les rôles sociaux, les valeurs et normes familiales, les modes d'organisation du travail au sein des foyers et les conditions de vie sont affectés par l'absence, même temporaire, de l'émigré.e, et sont redéfinis ou renégociés lors d'un retour définitif ou lors d'un passage.

Par ailleurs, comme cela a été démontré, l'émigration d'un membre de la famille (homme ou femme) induit souvent, dans ce contexte, la circulation d'autres membres et ceci parfois indépendamment de leur volonté : une épouse qui part rejoindre son mari et qui, par la suite, peut se voir renvoyer au pays, une sœur qui part seconder une 'tante', la circulation des enfants entre les différents lieux d'installation du réseau familial. Qu'est-ce que signifient la parentalité et la conjugalité à distance ? Comment se définissent les parentalités et conjugalités en circulation ?

Enfin, les processus migratoires des un.e.s font naître ou grandir les aspirations migratoires chez d'autres. L'absence, le retour temporaire de ceux et celles qui sont en mouvement peuvent également faire émerger les sentiments de frustration chez celles et ceux qui aspirent à partir mais qui ne le peuvent pas. Quels sont les conséquences de l'absence des uns sur ces « immobiles involontaires » ? En quoi, le départ et la circulation des un.e.s peuvent participer à la construction des hypothèses de départ migratoire ? En cela, il s'agira également d'explorer ce que cette circulation des un.e.s produit socialement sur l'expérience des personnes là où elles sont restées.

L'atelier vise à réunir des recherches s'interrogeant sur ces dimensions et mobilisant différentes méthodologies d'investigation que ce soit la démarche ethnographique ou bien des travaux mobilisant des enquêtes statistiques sur de larges échantillons.

A19 - Unions et désunions : diversité des trajectoires dans un contexte mondialisé

Valérie Delaunay (Valerie.Delaunay@ird.fr), Nathalie Mondain (nmondain@uottawa.ca)

Le contexte de la mondialisation néolibérale a profondément modifié les équilibres socio-économiques, affectant ainsi les conditions d'existence des individus, familles, ménages. Les modalités de formation des unions et des désunions constituent un excellent indicateur des transformations profondes et globales que vivent les sociétés contemporaines. C'est particulièrement le cas en Afrique où la mobilité sociale articulée à la circulation géographique, à la généralisation de la scolarisation, aux reconfigurations des rapports sociaux de sexe et intergénérationnels se manifeste de manière exemplaire à travers la mise en couple, marié ou non, monogame ou polygame, et les modalités de rupture d'union.

Cet atelier abordera cette thématique à travers trois grands axes non exclusifs l'un de l'autre, à savoir :

(1) Les modalités d'entrée en union : de nombreuses études démographiques attestent d'une simplification des règles d'entrée en union qui se traduit notamment par une diminution des mariages arrangés, une augmentation des « unions libres » et un allègement des procédures de formalisation (Calvès, 2016 ; Marcoux et Antoine, 2015). Ces constats déjà anciens correspondent-il à une refonte profonde des rapports sociaux et des modèles d'émancipation des individus ? Dans quelle mesure les pratiques contemporaines de mise en union révèlent-elles une désaffectation du mariage ?

(2) Les formes de désunions en Afrique. Les séparations ou le divorce font l'objet de nombreuses études qualitatives et quantitatives qui apportent aujourd'hui des résultats épars, pas toujours comparables et conduisant à des conclusions parfois contradictoires, donnant une vision floue des niveaux et tendances (Clark et Brauner-Otto, 2015 ; Thiombiano, 2017). Que mesurent réellement les indicateurs quantitatifs ? Quelles réalités sociales recouvrent les situations de désunions d'hier et d'aujourd'hui ? Comment capter la dynamique de la mobilité matrimoniale et les cycles unions-désunions à l'échelle des individus ?

(3) Les unions polygames. Les pratiques polygames restent imparfaitement mesurées et comprises alors qu'il s'agit d'une forme d'union largement répandue à travers le continent et qui correspond à une diversité de logiques économiques, sociales, symboliques (Fenske, 2015 ; Welch III et Glick, 1981). Quelle est l'ampleur du phénomène actuellement ? Quelles en sont les différentes formes et à quelles logiques sociales se rapportent-elles ?

Les contributions reposant sur des données empiriques quantitatives et/ou qualitatives et provenant de différentes disciplines des sciences humaines et sociales sont encouragées.

A20 - La patrimonialisation des sites rupestres en Afrique : quels enjeux et quels défis ?

Geoffroy Heimlich (geoffroy.heimlich@univ-tlse2.fr)

En Afrique, les études en art rupestre s'appuient aujourd'hui sur une longue histoire de la recherche et bénéficient de nouvelles techniques. Des travaux d'inventaire sont actuellement en plein essor, et il est probable que leur nombre se multipliera au cours des prochaines années. Parallèlement, une prise de conscience renouvelée de la protection et de la gestion durable des sites se fait sentir.

Cet atelier nous amènera à nous questionner sur la place de ces patrimoines. La mondialisation entraîne des quêtes identitaires nouvelles et un intérêt renouvelé pour le patrimoine. La concurrence à laquelle se livrent désormais les États pour inscrire de plus en plus d'aspects de leur patrimoine matériel et immatériel sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO en est une parfaite illustration. Dans le même temps, il s'agit, pour les acteurs parties prenantes de ces dynamiques de prendre en compte la diversité des usages associés à ces sites (usages traditionnels versus enjeux de mise en valeur), ainsi que les différentes grilles de valeurs en raison desquelles des sites font patrimoine. Le rôle de l'archéologue en tant qu'intermédiaire entre les données de l'archéologie et la façon dont on envisage localement le passé est en train de changer.

À travers cet atelier, nous chercherons à exposer les défis et les enjeux de recherche, de conservation, de protection et de gestion durable de ces types de site. Les questions liées à la patrimonialisation des sites seront abordées pour mieux comprendre les enjeux socio-politiques du contemporain.

A21 - Ce que les objets nous disent de la circulation des voyageurs

Jérôme Lombard (jerome.lombard@ird.fr), Sylvie Bredeloup (sylvie.bredeloup@univ-amu.fr)

Les travaux sur les mobilités africaines se sont focalisés, essentiellement, sur les lieux, les temps et les acteurs, négligeant les rôles que peuvent impulser les objets pour une meilleure compréhension des relations entre les voyageurs et les populations hôtes. Les objets sont pourtant omniprésents dans la vie des migrants, des nomades, des transporteurs et des commerçants – téléphone portable, pièces d'identité, photo, véhicule ... Loin d'être inertes, ils peuvent être considérés comme des « acteurs » à part entière des relations sociales, ainsi qu'on peut l'observer au quotidien dans les véhicules de transport en Afrique, qui, selon les moments et les voyages mêmes brefs, participent à la transformation des rapports entre les voyageurs et entre ceux-ci et l'espace traversé. Et la reconstitution des « carrières » de ces objets, de la préparation du départ à l'appréhension ou à l'espoir du retour - habituel, volontaire ou précipité -, en passant par les périodes d'attente, doit permettre d'appréhender, sous un angle renouvelé et décalé, la construction des identités migrantes, pastorales ou marchandes et de mettre en saillance des pans cachés ou obscurs de la vie des hommes et des femmes qui parcourent les routes et les vallées africaines.

Cette session a pour ambition d'explorer la vie d'objets accompagnant les voyageurs dans leurs déplacements, qu'ils soient migrants, commerçants, pasteurs, chauffeurs, dans un contexte géopolitique marqué par la surveillance accrue des frontières, voire leur fermeture. Plus largement, par ce prisme, les liens entre sujets, objets et lieux sont réinterrogés ainsi que les systèmes de catégorisation du monde matériel. Les objets sont considérés non seulement comme des supports permettant d'éclairer de nouvelles facettes de la circulation des voyageurs, mais ils renseignent également sur l'intimité des personnes et leurs identités.

À partir de situations concrètes, et dans une perspective pluridisciplinaire (anthropologue, géographe, historien, historien de l'art, sociologue), il s'agira d'apprécier la manière dont une expérience intense de la mobilité chez les hommes et les femmes, combinée le plus souvent à celle de l'immobilité (parfois entre deux voyages), peut transformer la nature des objets qu'ils transportent avec eux ou qui les transportent, en modifier les usages, les imaginaires, les registres de valeur. Réciproquement, il s'agira d'apprécier dans quelle mesure les objets et leurs métamorphoses peuvent conduire des voyageurs à instruire de nouveaux arrangements relationnels, à reconsidérer leurs déplacements, à infléchir leurs trajectoires ou à conforter leur position.

Trois entrées croisant objets et lieux seront privilégiées pour aborder ces questions.

- 1) Comment les objets connectent-ils les populations mobiles à leur famille, à la société d'accueil ou à celle dans laquelle ils ne font que passer ?
- 2) Comment les objets instaurent-ils des continuités entre les différents espaces qui composent l'univers circulatoire pour esquisser une topographie inédite ?
- 3) De quelle façon le rapport intime entretenu avec les objets change-t-il au fur et à mesure que la personne se déplace ?

A22 - Contrôle des populations dans les Empires : une analyse des dispositifs et de leurs effets au prisme du genre

Karine Marazyan (karine.marazyan@univ-paris1.fr), Paola Villar (paola.villar@u-paris.fr)

Le contrôle des populations dans les Empires a été un des soucis majeurs des administrations. Les objectifs poursuivis étaient nombreux et pouvaient varier suivant les Empires et les périodes. On peut noter la volonté d'assurer l'ordre public, celui d'améliorer la levée des ressources fiscales, mais également celui de garantir la disponibilité d'une force de travail. Ces objectifs ont justifié des politiques variées, implémentées par l'administration coloniale elle-même ou par des institutions auxiliaires (missionnaires, entreprises, associations) : l'instauration du code de l'indigénat en Afrique occidentale française, des campagnes de vaccinations en Afrique centrale, des politiques pro-natalistes, D'autres mesures peuvent être appréhendées suivant cette logique, bien qu'elles visent le contrôle des populations par un canal plus indirect telle que la transformation des normes de comportements comme, par exemple, l'ouverture d'institutions scolaires et plus généralement de formation. Bien qu'il soit reconnu que femmes et hommes n'ont pas été assujettis de la même façon par le colonisateur, les travaux documentant les dimensions genre des politiques coloniales, et en particulier des politiques de contrôle des populations restent relativement peu nombreux (Hugon, 2004).

L'approche quantitative est au cœur des travaux contemporains en économie historique. L'essor d'une telle approche est rendu possible par de nombreux facteurs tels que les politiques de valorisation de données d'archives, l'accès à des matériaux nouveaux, ou encore les avancées technologiques permettant la numérisation et le traitement de données manuscrites. Objet d'un vif intérêt, cette approche suscite néanmoins des interrogations sur sa capacité à chiffrer et à déchiffrer le vécu des colonisés et le fonctionnement des institutions. Elle reste en outre encore aveugle à la situation des colonisées (relativement à celle des colonisés).

Cet atelier cherche à favoriser la visibilité des travaux de toutes disciplines proposant un éclairage nouveau sur les questions du contrôle des population dans les Empires au prisme du genre. Les travaux adoptant une approche quantitative, y compris ceux portant sur une analyse critique des sources de données statistiques et leur capacité à documenter la situation des colonisées et/ou les rapports de genre sont encouragés.

Si la période coloniale reste la période de référence de cet appel pour circonscrire l'horizon temporel des contributions, cet atelier considèrera également les propositions couvrant des contextes pré- ou post-coloniaux, dans la mesure où les thématiques traitées se rapportent aux questions du contrôle des population et au genre. Enfin, les analyses comparatives (temps, espace) trouveront également leur place au sein de cet atelier.

A23 - Des modèles scolaires confessionnels islamiques : une circulation en tension ?

Rania Hanafi (rania.hanafi@univ-cotedazur.fr), Jean-François Bruneaud (jean-francois.bruneaud@u-bordeaux.fr)

Il s'agit de s'interroger dans cet atelier sur le développement et la diffusion de modèles scolaires confessionnels islamiques en Afrique du Nord et subsaharienne. Si certains de ces modèles sont fondés sur les prétentions d'une « universalité islamique » d'autres s'ancrent dans les traditions islamiques locales (confrériques, etc.) auxquelles ils confèrent légitimité et authenticité dans des espaces sociaux et politiques en crise.

Objet multi situé, un des traits majeurs de l'offre d'enseignement confessionnel islamique est son inscription dans des circulations. Les élèves et les enseignants circulent dans des espaces locaux, nationaux et transnationaux et contribuent ainsi à la diffusion directe et indirecte de « formes d'islam » plus ou moins ancrées, reconnues et appropriées. Une attention est portée aux circulations des acteurs, mais aussi aux controverses de l'islam dans le champ institutionnel de l'école, notamment en lien avec les « migrations », « l'ethnicité », la « race », la « laïcité » ou encore les appartenances nationales, religieuses, situées dans différentes temporalités et aires géographiques.

Cette perspective permet d'examiner les usages sociaux et politiques du religieux, leurs spécificités et leurs logiques communes, mais aussi leurs dynamiques et leurs transformations à l'œuvre dans des mondes postcoloniaux, tout en questionnant les héritages et les filiations historiques par le biais des politiques étatiques. Un regard croisé sera porté sur l'offre éducative confessionnelle dans un champ scolaire en recomposition, où les enjeux actuels mettent en tension des politiques scolaires coloniales jusqu'ici hégémoniques au prisme d'une tradition islamique réappropriée et culturellement située.

A24 - Favoriser la circulation et l'appropriation des savoirs sur les questions de développement

Bertrand Arribe (bertrand.arribe@cooperation-concept.net), Antoine Hue (a.hue@fondationmarianiste.org)

Les enjeux de la circulation des savoirs entre Afrique et Occident, inter africaine et avec le reste du monde, est depuis longtemps une préoccupation dans les études africaines. Cette question de la circulation des savoirs est de plus en plus partagée par les acteurs de développement. On observe une accélération des partenariats hybrides entre ONG internationales ou locales, acteurs publics nationaux ou locaux, Partenaires Techniques et Financiers (Bailleurs de fonds) et les Organismes Internationaux, de la Société Civile, etc. Les partenariats multi-acteurs autour de la production de savoirs se développent. L'accélération de ces changements depuis une décennie est un enjeu de plus en plus prégnant dans les pratiques des acteurs du développement. Cela se traduit au travers de la mise en place de nouveaux financements par les Partenaires Techniques et Financiers afin de favoriser le développement et la diffusion de « savoirs locaux », d'actions de renforcement de capacités des acteurs locaux ou internationaux.

Si la question des échanges entre acteurs de la recherche est centrale dans les études sur l'Afrique, la question de la circulation des connaissances entre acteurs de la recherche, décideurs et opérateurs du développement, n'en est pas moins importante. Il est donc intéressant de se pencher sur les interactions et échanges de pratiques dans le domaine de la recherche, mais également sur les interactions entre la recherche et les acteurs du développement et entre acteurs de développement. Au travers de l'Aide Publique au Développement, l'Afrique a joué un rôle de laboratoire précurseur sur les pratiques de développement. Ainsi, après s'être vue imposer certains outils comme le Cadre Logique ou les Objectifs du Millénaire par l'Aide Publique au Développement, ces éléments ont été réimportés en Europe au travers des financements européens (pour le Cadre Logique) ou des Objectifs de Développement Durable. Leur mise en pratique pose parfois des difficultés aux acteurs du développement français ou européens. Aussi il convient d'explorer la question de la circulation des connaissances issues du continent avec le reste du monde. La mise en lumière des spécificités, des complémentarités et de l'évolution des relations entre les acteurs du développement est importante. En effet, ONG, acteur public, Organisme International, décideur, opérateur, etc., chacun fait face à des enjeux, des pratiques, des techniques, des rythmes et des objectifs divers.

Comprendre la construction, l'appropriation, le partage, l'échange, la circulation des connaissances, afin de mieux saisir les enjeux de développement et faciliter les interactions entre acteurs, est un élément central pour favoriser l'émergence de savoirs, mais également un des enjeux du développement du continent et au-delà.

Le comité d'animation de l'atelier est constitué de professionnels du développement, cherchant dans leur métier à faire le lien avec la recherche.

A25 - L'approche statistique des religions en Afrique : un enjeu scientifique et politique

Véronique Duchesne (veronique.duchesne@ceped.org), Marc Pilon (marc.pilon@ird.fr)

Les données statistiques sur les appartenances religieuses en Afrique, quand elles existent, sont souvent jugées peu fiables. Mis à part celles produites par différentes institutions religieuses, elles proviennent essentiellement des informations recueillies lors des recensements nationaux de la population et de certaines enquêtes nationales sociodémographiques, réalisés sous la responsabilité des instituts nationaux de statistique. Dans les cas où l'information sur la religion a été collectée, les résultats la concernant ne sont pas toujours produits ; elle ne fait quasiment jamais l'objet d'une analyse spécifique, que ce soit pour étudier l'évolution du poids démographique des différentes religions, pour analyser les facteurs de leurs dynamiques démographiques (conversions, mobilités religieuses), les caractéristiques sociodémographiques de leurs adeptes, ou encore la mixité religieuse (et son évolution) au sein des couples, entre parents et enfants, etc. La forte défiance à l'encontre des données relatives à l'appartenance religieuse, ainsi qu'une réticence à aborder le fait religieux, souvent perçu comme trop sensible politiquement, expliquent en grande partie la très nette sous-exploitation des sources de données disponibles.

Dans le même temps, la question du poids démographique respectif des religions, et de son évolution, paraît de plus en plus évoquée sur la scène politico-religieuse. Alors que les chiffres issus des recensements, notamment, sont souvent contestés par des acteurs religieux, les sciences sociales se doivent de s'emparer de cette problématique, de tous les aspects évoqués ci-dessus, afin de produire une connaissance critique et argumentée. Les chiffres sur les affiliations religieuses constituent un véritable enjeu stratégique et un sujet de discussion à part entière dans le débat public.

Partant d'un projet de recherche en cours, l'atelier devrait permettre, à travers un dialogue pluridisciplinaire, de questionner : (1) l'analyse des métadonnées (définitions, instructions, catégories) relatives à la religion dans les recensements et enquêtes démographiques ; (2) l'évolution du poids démographique des religions, les usages qui en découlent et les débats suscités ; (3) enfin, les possibilités d'approche statistique de la mixité religieuse.

A26 - Matières et savoir-faire : que faire avec ce qui s'agglomère à Sebikotane ? Questions vives sur une démarche arts-sciences-société dans une petite commune en transition du grand Dakar

Yann Philippe Tastevin (philippe.tastevin@univ-tlse2.fr), Claire Dutrait (claire.dutrait@etu.univ-amu.fr)

La crise écologique amène à un constat : les matières, que l'on croyait inertes, prolifèrent, nous traversent et nous débordent, et certainement plus au Sud qu'au Nord. Le projet AirGeo, international, interdisciplinaire et multi-situé cherche à prendre le point de vue de deux matières : le plomb d'un côté, dans ses circulations mondialisées le faisant dangereusement s'agglomérer à Sebikotane ; les arbres de l'autre, dans la multiplicité de leurs relations avec les humains dans cette région.

Or la saisie de ces matières agissantes exige des modifications radicales de protocoles, ce qui interroge la posture des scientifiques au sein de la société. Le projet « AirGeo, l'air, la terre et les écorces » réunit des disciplines (anthropologie, géophysique, géochimie, toxicologie, lettres) et des pratiques (design, théâtre, écriture, dessins) diverses autour d'un objet singulier : un capteur de particules de plomb sous forme d'écorces d'arbres. Son élaboration technique, son inscription culturelle, son déploiement territorial, sa lecture scientifique, sa traduction sociale, ses implications politiques : chacune de ces opérations exige des co-opérations interrogeant la façon de faire science, de faire société, et de faire monde, notamment dans une zone en transition.

L'atelier sera l'occasion d'éclairer ce type de démarche sous l'angle des ficelles qui permettent de mener de tels projets arts-sciences-société, ainsi que les dénouages et renouages qui permettent de tisser des liens durables, entre les matières, les disciplines et les pratiques du territoire. L'atelier contribuera à éclairer ces questionnements :

- Que se passe-t-il quand on considère les matières comme agissantes ? Quelles saisies croisées l'approche par les matières implique-t-elle ? Qu'est-ce que cela modifie des protocoles et des pratiques ?
- Par quelles coopérations porter une attention conjointe dans un tel projet ? Sur quelles scènes (ateliers, journées d'étude, blog, déambulations, théâtre, forum...) ? Qu'est-ce que ces scènes modifient des oppositions héritées (industries/nature, Sud/Nord, savoirs scientifiques/profanes, arts/sciences) ?
- Comment accueillir les changements profonds (culturels, épistémologiques et éthiques) auxquels ce type de projet expose ? Comment répondre à cette interrogation formulée par Felwine Sarr, : « [notre] geste reproduit-il les conditions de la domination et de la dévastation, ou rend-il ce monde plus fécond, plus ouvert, et plus vivifiant ? »

A27 - Mobilités et socialisation des jeunes africains

Akouavi Ayoko Dogbe Foli (dfoli.ayoko@gmail.com), Julia Da Silva Correia (julia.da-silva-correia@univ-tlse2.fr)

Les mobilités constituent des faits historiques en Afrique (Boyer, 2018). Ces mobilités peuvent se traduire tant dans les déplacements internes aux pays africains que dans les migrations internationales vers un autre continent. Les formes de mobilités les plus courantes concernent les pratiques de fosterage ou confiage d'enfants, les migrations estudiantines ou professionnelles vers d'autres pays ou continents, etc. Certains auteurs et les services de la protection de l'enfance soulignent le risque majeur de maltraitance, de violence, d'exploitation, voire de traite des enfants associé à ces mobilités (Pilon et Ségniagbéto, 2014 ; Porcelli, 2011). Toutefois, ces circulations des jeunes auraient certains avantages ; elles permettent en effet aux familles de réduire leur vulnérabilité économique et de s'adapter à l'individualisme de plus en plus croissant (Delaunay et al., 2017). Elles permettent aussi la poursuite de la scolarité chez des jeunes vivant avec leurs tuteurs (Dogbe Foli, 2021). Les contextes de mobilité donnent lieu à des expériences plurielles de socialisation. Si la socialisation des jeunes africains fait l'objet d'une riche littérature (Dogbe Foli, 2021 ; Erny, 2001 ; Huet-Gueye, 2010 ; Nsamenang, 1992), les liens entre ces deux thématiques sont peu documentés. Cet atelier souhaite donc initier des échanges autour des liens entre les phénomènes de mobilité et les expériences de socialisation chez les jeunes africains. En s'inscrivant principalement dans la psychologie sociale du développement, la réflexion restera ouverte à une démarche pluridisciplinaire et s'appuiera sur les facteurs que les jeunes concernés par des pratiques de mobilité perçoivent comme favorables ou préjudiciables à leur socialisation. La socialisation étant fortement associée à la personnalisation des sujets (Malrieu, 1995), quels sont les effets des expériences de socialisation en contexte de mobilité sur la construction des jeunes africains ? Parce que la personnalisation suppose l'étayage de diverses ressources, nous nous intéresserons à celles que mobilisent les jeunes dans le cadre de leur mobilité. Plus spécifiquement, un accent particulier sera accordé aux fonctions que peuvent remplir les œuvres artistiques et culturelles dans la socialisation de ces jeunes engagés dans une transition psychosociale (Dupuy, 1998). Nous questionnerons notamment la façon dont elles constituent des ressources symboliques (Zittoun, 2007) leur permettant d'élaborer les changements (ruptures, crises, conflits) dont ils font l'expérience (Da Silva Correia, 2022).

A28 - Pratiques culturelles engagées et périphéries africaines : circulations, réseaux et « insurgences »

Julie Lourau (juliesarahba@gmail.com), Lionel Arnaud (lionelarno@gmail.com)

Envisagées comme l'ensemble des activités de consommation ou de participation liées à la vie intellectuelle, artistique ou même sportive et qui engagent des dispositions esthétiques ou participent à la définition des styles de vie (Coulangeon, 2010), les pratiques culturelles des populations afrodescendantes sont rarement étudiées par les sciences humaines et sociales. L'objectif de cet atelier pluridisciplinaire est de contribuer à leurs connaissances en favorisant un panorama le plus ouvert possible de travaux en cours ou des recherches abouties portant sur des pratiques culturelles de groupes issus des périphéries africaines et afro-diasporiques dans le champ géographique mondial.

Les périphéries sont entendues ici comme étant des espaces ségrégués, parfois éloignées des centres mais pas toujours, et regroupant des populations africaines ou afro-descendantes. Si les périphéries sont souvent perçues comme souffrant d'un « effet carcan » qui les maintiennent dans un état de repli et de marginalisation spatiale et sociale, nous serons attentifs à l'effet de circulation auquel les pratiques culturelles peuvent contribuer. En allant au-delà de l'apparente contradiction entre les termes « effet carcan » et « circulation », nous proposons d'étudier la façon dont ces deux réalités peuvent cohabiter et même s'articuler entre elles. En s'attachant à la manière dont les pratiques culturelles l'investissent, nous cherchons ainsi à mesurer ce que représente l'espace de la périphérie pour différents groupes.

La circulation peut prendre plusieurs formes : elle peut représenter ce que Paul Gilroy (1993) décrit comme étant le fait d'expressions et de pratiques culturelles de la diaspora noire, qui participent de la rencontre entre des styles musicaux divers dans les différentes périphéries du monde; elle peut être comprise dans sa dimension de mise en œuvre de réseaux, à travers des rencontres ou des compétitions à des échelles plus ou moins grandes (du local à l'international); elle peut désigner la mise en circulation de figures et d'imaginaires communs aux populations africaines et à leur diaspora sur le fait colonial, le racisme et l'émancipation. Le rôle des industries culturelles, et l'accès aux nouvelles technologies seront tout particulièrement interrogés, ainsi que leur capacité ou non à limiter l'effet carcan que l'espace ségrégué de la périphérie peut insuffler (Mattelart, 2011 ; Clark Msia, 2014 ; Olivier, 2017). Cet atelier, enfin, sera l'occasion de faire un point (forcément incomplet) sur la dimension « insurrectionnelle » (insurgent) des cultures africaines périphériques (Holston, 2009), autrement dit la capacité des citoyens ordinaires à faire de certaines pratiques culturelles des outils de mobilisation et de résistance sociale et politique.

A29 - Traduction et circulation des textes

Alice Chaudemanche (alicechdm@gmail.com)

De la transcription des langues africaines à l'époque coloniale (Irvine, 1993 ; Van den Avenne, 2017) aux œuvres digraphes de Jean-Joseph Rabearivelo, Ngugi Wa Thiong'o ou Boubacar Boris Diop en passant par la longue tradition islamique de traduction en langues vernaculaires (à l'écrit ou à l'oral) et par les nombreuses traductions produites dans les milieux panafricains et marxistes, la traduction est un mode de circulation majeur des textes en Afrique qui transgresse les découpages temporels et les frontières géographiques pour mettre en contact les langues, les cultures et les imaginaires. En partant d'une définition du texte comme énoncé détachable, durable et traçable (Barber, 2007 ; Ricard, 2011) qui inclus les textes oraux et prend en compte la diversité des supports (manuscrit, presse, fascicule, performance, enregistrement audio ou vidéo), des alphabets et des langues, l'objet de cet atelier est d'étudier les circulations textuelles en Afrique et entre l'Afrique et les autres continents sous l'angle de la traduction, entendue à la fois comme opération de transfert, acte de transformation et activité dialogique. Dans la perspective d'une histoire interconnectée et plurilingue de la circulation des textes et des savoirs, on pourra notamment s'intéresser :

- à des itinéraires textuels particuliers, à l'image de la « transhumance intellectuelle » du Voyage du pèlerin de Bunyan retracée par Isabel Hofmeyr
- aux traductions produites au sein de la communauté panafricaine et des réseaux de solidarités marxistes et tiers-mondistes (par exemple autour de la revue Lotus) ou au sein des diasporas
- aux pratiques de traduction dans des lieux précis (écoles coraniques, Missions catholiques) : quelles techniques de traduction sont mises en œuvres ? comment sont transmis et diffusés les textes ainsi produits ?
- aux politiques de traduction mises en œuvre par des organes institutionnels (par exemple, le East African Literature Bureau), par des mouvements politiques ou des groupes militants
- à des figures individuelles de traducteurs/traductrices
- au rôle de la traduction dans la construction et la configuration des corpus linguistiques et littéraires
- aux transformations formelles et aux migrations de supports opérées via la traduction
- à l'apport des Translation Studies pour l'étude de la textualité en Afrique

A30 - Mauvais genres : circulations génériques et réécritures dans les littératures et les arts anglophones d'Afrique

Mathilde Rogez (rogez@univ-tlse2.fr), Mélanie Joseph-Vilain (Melanie.Joseph-Vilain@u-bourgogne.fr)

Les auteurs qui écrivent en anglais en Afrique héritent de genres à la croisée de traditions locales (le conte, par exemple) et d'héritage européen, que leur choix d'écrire en anglais (mais un anglais souvent travaillé par les autres langues de leur pays), en particulier à l'ère d'internet, des réseaux sociaux et de la diffusion plus instantanée et au-delà des frontières qu'ils semblent permettre plus encore que les moyens d'édition plus classiques, amène ces dernières décennies à revisiter de plus belle. On observe ainsi notamment une résurgence de genres autrefois considérés comme mineurs, comme le gothique, le roman policier ou la science-fiction, pour mieux explorer les tensions qui demeurent sous le vernis de surface (de plus en plus craquelé) du succès de la plus si nouvelle démocratie sud-africaine, notamment sous la plume d'auteurs femmes (Lauren Beukes, Margie Orford, Henrietta Rose-Innes), tandis qu'au Nigeria le Bildungsroman est revisité notamment par les écrivaines de la troisième génération (Chimamanda Ngozi Adichie, Akwaeke Emezi). On observe des tendances similaires, ou qui en tout cas invitent à la comparaison, à faire entendre un autre récit que celui, monologique, de la nation, y compris dans des genres souvent utilisés pour véhiculer un tel imaginaire national, comme l'épopée, le roman historique, ou au cinéma le western, comme autant de « communautés imaginées » dissonantes ou parodiées (comme dans la réécriture du roman de ferme afrikaner par Craig Higginson, ou du conte par Nadine Gordimer). La poésie n'est pas en reste, en particulier quand les prisonniers politiques s'en emparent pour faire entendre leur voix, entre expérience intime et engagement pour la communauté. Cet atelier se propose donc d'offrir, au sein des REAF, un espace dédié plus spécifiquement aux littératures et arts anglophones d'Afrique, moins habituellement représentés, pour faire dialoguer des spécialistes de différentes aires géographiques et de différents genres autour de leurs recherches récentes.

A31 - La reconfiguration des mobilités des étudiants d'Afrique dans et hors du continent africain

Marion Tissier Raffin (marion.tissier@u-bordeaux.fr), Catherine Gauthier (catherine.gauthier@u-bordeaux.fr)

La mobilité internationale des étudiants est devenue un enjeu de préoccupations des décideurs publics dans un contexte de concurrence accrue. Avec une population étudiante en forte hausse et des étudiants de plus en plus mobiles, l'Afrique est au cœur de ses nouveaux enjeux. Le continent africain fait l'objet d'un intérêt renouvelé de la part de pays traditionnellement attractifs (France), mais il suscite de plus en plus l'intérêt des pays nouvellement attractifs (Russie, Turquie, Chine, Arabie Saoudite). Cela se traduit par le développement de stratégies complémentaires, consistant à la fois à attirer les étudiants d'Afrique à poursuivre leurs études à l'extérieur du continent mais aussi à exporter des offres de formation étrangères à l'intérieur même du continent. Au sein du continent, ces différentes stratégies impactent, par effet de ricochet, l'attractivité régionale des différents pôles d'enseignement supérieur.

De ce point de vue, la stratégie d'attractivité des étudiants internationaux développée par le Plan Bienvenue en France depuis 2019 est intéressante. Entre instrument d'attractivité et de maîtrise des flux migratoires, le plan visait au départ essentiellement les étudiants des pays émergents. Il a néanmoins révélé la spécificité et les potentialités de la mobilité des étudiants africains. Dans ce contexte particulier, la France semble donc, depuis une période très récente (Sommet Afrique-France – oct.2021), non seulement recentrer ses objectifs d'attractivité sur les étudiants africains, mais également développer des offres de formation délocalisées sur le continent africain (campus franco-ivoirien – campus franco-sénégalais – etc.).

Le projet d'atelier propose d'étudier cette reconfiguration des mobilités des étudiants d'Afrique dans et hors du continent africain. La démarche se veut pluridisciplinaire, faisant appel à des analyses en sociologie (profils des étudiants concernés par les mobilités et facteurs influençant leur choix de destination), sciences politiques (l'attractivité comme élément du soft power des États d'accueil), sciences juridiques (droit applicable au campus délocalisés, conciliation entre attractivité et contrôle des frontières), géographie (évolution des pays d'origine et de destination des étudiants africains), sciences de l'éducation (disciplines et cursus visés par les mobilités, restructuration de l'enseignement supérieur privé et public).

Cette proposition d'atelier s'inscrit dans le cadre d'un projet de recherche que nous menons sur « Les mobilités internationales à des fins d'études et de recherche ». Ce projet est financé par le Département « Droit et Transformations sociales » de l'université de Bordeaux et par la Région Nouvelle-Aquitaine. Pour avoir des informations supplémentaires, vous pouvez consulter le site internet créé pour mettre en valeur et rendre visible nos activités scientifiques : <https://mobilitésinternationales.com/>

A32 - Du Sahel à la Méditerranée : comprendre les circulations au-delà des effets de blocage ?

Florence Boyer (florence.boyer@ird.fr)

De la Méditerranée au Sahel, la réflexion sur les migrations s'est orientée depuis plusieurs années sur les effets des politiques, des dispositifs de contrôle et de sécurisation des frontières et des routes, ainsi que sur les conséquences de ces blocages sur les parcours et les expériences migratoires. Différentes déclinaisons de l'attente ont été mises en évidence, des quartiers précaires des villes marocaines ou de petites villes mauritaniennes ou nigériennes, aux camps de réfugiés et de demandeurs d'asile jusqu'aux prisons et espaces d'enfermement qui jalonnent les routes migratoires du Sahel à la Méditerranée. Au Sahel plus spécifiquement, les crises politiques, sécuritaires, économiques constituent un autre prisme contemporain d'analyse du fait migratoire tant de transit d'intra-africain.

L'objectif de cet atelier est d'interroger ces différentes lectures contemporaines des migrations et des circulations ; autrement dit le prisme des crises et du blocage est-il suffisant pour comprendre les circulations et les mobilités dans cet espace sahélien, plus largement ouest et nord-africain aujourd'hui ? Après un ensemble de travaux ayant mis l'accent sur les migrations intra-africaines, leurs dimensions historiques, structurantes pour nombre de sociétés, l'accent porté sur les aspects politiques n'a-t-il pas conduit à laisser de côté des mouvements anciens certes (migrations de proximité, mouvements saisonniers...) mais aussi des mouvements qui s'adaptent à des contextes locaux divers (effets des contraintes environnementales, des hiérarchies sociales...) ? Ainsi, l'objectif est d'explorer les modes de circulation qui déploient aux côtés ou en regard des logiques de blocage.

A33 - Économie circulaire, circularités et circulations des déchets dans les Afriques.

Adeline Pierrat (adeline.pierrat@univ-lemans.fr)

D'ici à 2050, la production de déchets en Afrique sera multipliée par trois (Banque Mondiale, 2018) alors que la demande urbaine en matière d'assainissement est toujours aussi élevée. L'économie circulaire est présentée comme une réponse adaptée aux enjeux de réduction des coûts liés au transport des déchets et aux défis de la transition socio écologique (Ngambi, 2015). Les sept piliers de l'économie circulaire permettent d'aller au-delà du simple passage de rebut à ressource que le processus de valorisation des déchets a permis de bien étudier (Debout, Jaglin, 2018). Ils intègrent de nouveaux paradigmes : la proximité, le bouclage des flux, l'élaboration de modèles économiques soutenables, justes et concertés, reposant sur des low tech.

Sur les terrains, plusieurs réalités viennent s'interposer dans ce schéma cyclique idéalisé : celles de l'économie de la survie, formelle ou informelle, notamment dans les plus grandes villes ; celle des pratiques de réemploi très développées et les détournements de gisement qu'elles impliquent (Nantenaina, 2014) ; celles des flux et des circulations de matière et d'objets qui s'inscrivent dans des logiques de distributions et de commercialisation bien ancrées dans les pratiques quotidiennes de consommation ; celles de la prévention des déchets qui entend réduire à la source les quantités produites. Les DEEE au Nigéria par exemple, les plastiques au Sénégal ou encore les biodéchets à Madagascar ou au Congo Brazzaville semblent se prêter pertinemment à cette confrontation circularité/ circulations sur le terrain.

Cet atelier entend explorer ces circulations de matières et d'objets à différentes échelles : internationale (à travers les relations entre les Afriques et d'autres continents), nationale (notamment entre villes capitales et villes secondaires, entre ville secondaire et milieu rural ou encore à l'échelle intra et périurbaine, pour ce qui concerne la biomasse par exemple). Il souhaite également aborder les mouvements de travailleurs de déchets (grossistes, artisans, récupérateurs, etc.) que ces circulations peuvent induire. L'atelier souhaite enfin interroger ces sujets dans une démarche de rudologie, c'est-à-dire selon une approche systémique prenant en considération les aspects sociaux, territoriaux, économiques, techniques, politiques et en discutant des méthodes de caractérisation des matières, d'analyse et de cartographie des circulations.

A34 - Enjeux numériques dans les villes d'Afrique sub-saharienne : transformations économiques et urbaines et nouveaux cadres d'analyse

Elisabeth Peyroux (elisabeth.peyroux@gmail.com), Ibrahima Faye Diouf (ibrahimafaye.diouf@ucad.edu.sn)

Les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) et, plus récemment, les technologies numériques (GPS, capteurs, caméras de vidéo-surveillance, compteurs intelligents, drones) sont utilisées de manière croissante pour fournir, organiser, optimiser, monitorer et évaluer les services urbains. Du quotidien des citoyens aux manières de gouverner la ville, l'enjeu est important dans les villes africaines. En retard et longtemps restées en marge de la connectivité mondiale, elles voient se combiner aujourd'hui une expansion des usages du numérique, notamment par une population jeune s'appropriant rapidement les nouveaux outils de communication, et une diversification des acteurs locaux, nationaux et internationaux de l'aménagement numérique (classiques et nouveaux, start-ups).

Cet essor est porteur de promesses mais aussi de nouvelles inégalités socio-territoriales multi-scalaires, liées aux choix de modèles économiques et de gouvernance des acteurs publics et privés. Il soulève de nombreux risques (surveillance, sécurité des données, impact environnemental du numérique).

Ce panel invite à questionner la manière dont les rapports entre acteurs se reconfigurent autour des enjeux numériques (dans les espaces centraux et périphériques, les espaces urbains et péri-urbains) et leurs implications socio-territoriales. Ouvertes à différentes disciplines (architecture, aménagement, urbanisme, géographie, sociologie, anthropologie, sciences politiques, sciences et technologies...) ainsi qu'aux approches théoriques et cas d'études empiriques, les contributions pourront aborder les thèmes suivants (liste non exhaustive) :

- Comment évoluent les configurations d'acteurs et les rapports de pouvoir autour des enjeux de planification, de financement, de déploiement et de gouvernance des technologies numériques ?
- Comment prennent-ils en compte l'appropriation des technologies numériques, les usages et les besoins de la population/du territoire ?
- Quels sont les nouveaux modèles économiques ou modèles d'affaires (chaîne de valeur de la donnée numérique, modes de financement et création de valeur depuis l'infrastructure numérique jusqu'aux services numériques) ? Quels sont les impacts en termes d'équité, d'accessibilité et d'universalité des services urbains ?
- Quels sont les enjeux pour la recherche en sciences sociales : nouveaux objets de recherche, nouveaux cadres d'analyse, nouvelles compétences requises et/ou expansion nécessaire du dialogue interdisciplinaire ?

A35 - Entre hybridation et cloisonnement : les transports africains à la croisée des chemins

Olivier Ninot (olivier.ninot@univ-paris1.fr), Pap Sakho (papa.sakho@ucad.edu.sn)

Le fonctionnement des sociétés et des économies africaines se fonde, en grande partie, sur les circulations des biens et des personnes. Les effets conjugués des grandes dynamiques contemporaines, que sont la croissance démographique, l'urbanisation, les migrations intra et extracontinentales et la mondialisation, avec le développement massif des infrastructures de transports, contribuent à multiplier et intensifier les circulations, ainsi qu'à complexifier les matrices de liens entre lieux à toutes les échelles d'observation (Lombard, Ninot, 2010). L'enclavement recule partout, les interdépendances par les circulations se renforcent entre centres et périphéries urbaines, entre villes et campagnes, entre pays voisins et entre l'Afrique et le monde.

Dans ce contexte, les systèmes de transports enregistrent de profondes mutations visant à en renforcer les capacités et les performances. Les corridors internationaux se renforcent, les autoroutes se multiplient, les ports et aéroports se modernisent, quand ils ne sont pas doublés par de nouveaux équipements, les projets de BRT, de TER et de métro bouleversent l'offre de transports au sein des grandes métropoles. Le déploiement de nouveaux outils numériques, qui changent les manières de se déplacer, d'accéder aux transports, de fournir un service, de gouverner le secteur, renforce l'impression d'une modernisation radicale des transports sur le continent. Pour autant, les taxis « clandos », les moto taxis, les innombrables minibuses, les véhicules de transports mixtes (mêlant voyageurs et marchandises), regroupés dans une catégorie floue d'informel, d'artisanal ou de paratransit (Golblum, 2001), continuent, en suivant leurs propres évolutions, de proposer d'indispensables solutions en complément ou en alternative aux services de transports dits « formels ».

L'adoption, sur le continent, de services de transports reprenant des modèles globalisés, promus par les Etats et leurs partenaires financiers et techniques, et présentés comme à la fois plus modernes et plus efficaces, pose question. Leur articulation aux services existants se présente comme un défi tant pour les décideurs et les professionnels du secteur que pour les chercheurs (Lombard, 2015, Peemans, 1995). L'analyse de la longue histoire des transports africains conduit-elle au constat de développements parallèles et désarticulés ou bien suggère-t-elle l'avènement prochain de systèmes hybrides ? Une autre lecture, qui souligne la faiblesse des derniers maillons souvent informels des chaînes de transport, laisse-t-elle entrevoir la formalisation et le renforcement de ces derniers maillons, à terme, par « ruissellement » ? Les politiques publiques visant une intégration du transport artisanal aux nouveaux transports de grande capacité, conduisant à une hypothétique « normalisation », définissent-elles l'horizon unique du secteur informel ?

Il s'agira, dans cet atelier, de discuter des transformations des systèmes de transport africains, en questionnant à la fois les modalités et conditions d'adoption de nouveaux services, la résilience des services existants, et les différentes formes d'articulation entre les deux. Nous invitons les chercheurs à proposer des contributions à partir d'objets différents, adoptant

des approches variées et à plusieurs échelles d'observation, permettant de couvrir la diversité des situations observables sur le continent.

A36 - Les jeux d'argent : circulations, asymétries, appropriations

Marie Redon (marie.redon@univ-paris13.fr), Ababacar Fall (afall@ept.sn)

L'industrie des jeux d'argent connaît un développement spectaculaire en Afrique. Ce marché est régi par des loteries nationales qui apparaissent comme des acteurs économiques mais aussi sociaux majeurs, appuyés sur des partenaires étrangers et intégrés à des réseaux à l'échelle continentale et mondiale. A travers la manière dont ces jeux prennent place dans les espaces urbains, périurbains mais aussi ruraux, cet atelier propose une entrée inédite pour analyser des processus économiques, culturels et politiques en cours, fondés sur des circulations entre local et global.

En Afrique de l'Ouest, les loteries nationales sont en grande partie dépendantes de la société française PMU puisque les paris hippiques représentent une part considérable de leurs activités et que, en retour, ces loteries nationales paient une redevance à la société PMU. Des lieux de jeu fréquentés par des Africains turfistes en Europe aux tentatives de lancement de courses sur le continent (Dakar et Thiès), comment le marché africain des jeux d'argent, et notamment des paris hippiques, structurellement fondés sur la circulation quotidienne des informations et des flux financiers, est-il en train de s'organiser et de prendre place dans les paysages et les pratiques ?

Secteur d'activité économique d'importance variable selon les pays, plus ou moins formel, les jeux d'argent gagnent quotidiennement des pratiquants dans la majorité des pays du continent, notamment parmi les jeunes urbains. Ce marché en émergence lié aux nouvelles technologies de communication s'inscrit dans un contexte d'urbanisation rapide qui continue de modifier les structures sociales et les systèmes de valeur et attire des sociétés européennes, étasuniennes et asiatiques du pari sportif en ligne.

Les intervenants porteurs de l'atelier ont mené des enquêtes au Bénin, au Sénégal et en Côte d'Ivoire, mais l'objectif de l'atelier est d'élargir l'approche disciplinaire et spatiale en ouvrant à des interventions et des échanges portant sur d'autres pays, et en croisant les regards et les méthodes d'analyse des processus à l'œuvre : au-delà de rapports économiques spécifiques avec les ancienne puissance coloniale, voit-on émerger des lieux, des pratiques et des marchés nationaux et locaux du jeu ?

Le sujet mérite de plus amples recherches pour bien saisir, à la fois dans chaque pays et dans leurs interactions, comment se construit, avec force, une industrie des jeux d'argent en Afrique, elle-même intégrée dans des rapports globalisés.

A37 - Migrations et différenciation sociale en Afrique sub-saharienne : une lecture croisée activités extractives/agriculture

Nadège Garambois (nadege.garambois@agroparistech.fr), Anna Dessertine (anna.dessertine16@gmail.com)

Ce panel vise à interroger les inégalités sociales inter et intra-régionales au regard des mobilités de travail en Afrique subsaharienne. Ces mobilités sont très anciennes sur le continent mais ont connu de multiples reconfigurations, que ce soit dans le cadre des cultures de plantation ou, plus récemment, au moment du boom minier aurifère des années 2000. Elles s'inscrivent donc dans des échelles et des temporalités extrêmement variables : migrations au sein du même pays, en direction de régions frontalières ou à l'international ; migrations saisonnières, pluriannuelles ou définitives, etc.

Ici, nous nous intéresserons plus particulièrement aux mobilités qui concernent la production de matières premières – minières comme agricoles, en nous concentrant sur les mobilités régionales (au sein d'un pays donné) ou en direction de pays voisins. Le choix de cette échelle s'explique par une volonté d'insister sur les phénomènes migratoires locaux et sous-régionaux, bien plus conséquents que ceux à grande distance, tels que vers l'Europe ou vers le nord du continent. Par ailleurs, penser ensemble les mobilités concernant la production agricole et la production minière est loin d'être anodin, les unes impactant dans de nombreux contextes sur les autres, qu'elles soient complémentaires, comme dans le cadre de mobilités saisonnières, ou compétitives voire conflictuelles dans des contextes de pression foncière par exemple. Enfin, ces mobilités régionales sont aussi particulièrement révélatrices des hétérogénéités inter-régionales de développement au sein du sous-continent, et conduisent à la mise en relation de populations d'origines diverses, parfois obligées de cohabiter sous tension.

Aussi, il s'agira de comprendre, dans leur diversité, les raisons de ces mobilités et les conditions d'insertion des migrants dans les activités économiques où ils s'emploient, les conséquences de ce flux de main d'œuvre exogène sur les processus productifs, les différenciations sociales qui en résulte et la variété des modes de relation entre mobilités agricoles et minières. Dans les cas où un lien économique serait maintenu avec la région d'origine, l'analyse pourra aussi traiter des effets de ces mobilités sur la situation économique et sociale des membres de la famille demeurés dans les régions de départ.

Ces questions seront analysées sur la base d'étude de cas concrets en Afrique sub-saharienne, dans le cadre d'activités extractives et/ou agricoles, et porteront soit sur un terrain donné, soit sur plusieurs avec une portée comparative.

A38 - Nouvelles circulations migratoires Sud-Sud en Afrique subsaharienne : routes, espaces, lieux

Catherine Fournet-Guérin (cfournetguerin@orange.fr)

En Afrique au sud du Sahara circulent des personnes originaires d'autres pays d'Afrique tout comme du reste du monde, en particulier d'autres régions au niveau de vie peu élevé appartenant aux pays dits du Sud, comme ceux d'Amérique latine, d'Asie du sud ou du sud-est, de territoires défavorisés de Chine, ou encore du Moyen Orient. Ces circulations migratoires sont souvent méconnues en Europe car masquées dans l'imaginaire médiatique, artistique et politique par l'insistance sur les migrations en provenance d'Afrique vers l'Europe.

L'atelier s'intéressera aux modalités de circulation de personnes ayant choisi d'émigrer, de circuler puis de s'installer, temporairement ou non, à l'intérieur du continent africain : quelles routes migratoires, avec quels moyens de transport, avec quels statuts, réguliers ou non, selon quelles temporalités et quelles spatialités ? Quels choix de destinations ? Quelles trajectoires migratoires dans l'espace et le temps ? Seront également envisagés les espaces privilégiés d'installation des personnes circulant ainsi en Afrique : en ville certes, de manière très visible, mais aussi en milieu rural, de manière plus discrète dans le cas de circulations individuelles, mais d'importance pour la transformation des espaces traversés. Enfin des approches micro-locales pourront mettre en évidence la construction d'espaces cosmopolites en Afrique, via des lieux de coprésence et d'interactions sociales. L'idée consiste à prendre la mesure de l'importance des transformations des sociétés et des espaces qui naissent de cette intensification des circulations migratoires entre pays des Suds à destination du continent africain et au sein de celui-ci.

A39 - Rendre visible des espaces marqués par la migration irrégulière : entre tensions et lutte pour la reconnaissance

Amandine Spire (amandine.spire@u-paris.fr)

Ce panel souhaite contribuer au débat pluridisciplinaire autour des enjeux de mise en visibilité de certains lieux ou territoires marqués par la présence de migrants en situation irrégulière. Par irrégularité, on désigne des formes de présence dans un territoire (et tout ce qui l'entoure) caractérisées par un déficit de reconnaissance de la part de l'État. Comment se positionner dans la recherche sur de tels espaces et négocier la « bonne distance » vis-à-vis d'acteurs associatifs, politiques et institutionnels engagés sur le terrain afin de ne pas cristalliser les tensions ? Quelles formes de reconnaissance la recherche peut-elle enclencher ?

Au-delà d'une opposition entre gouvernants et gouvernés, gestionnaires et bénéficiaires, « régulateurs » et « régulés » ce panel souhaite questionner la façon dont peut être restituée la fabrique politique de l'irrégularité à partir de la mise en récit des expériences. Avec quelle démarche méthodologique et quels outils ? L'enjeu est bien de construire une image nuancée des modalités d'ancrage et de circulation, que ce soit dans les sociétés africaines ou dans d'autres contextes. Autrement dit il s'agit de travailler la diversité des appartenances sociales et géographiques dans les pratiques de migration afin de contribuer à faire reconnaître l'ambiguïté des institutions vis-à-vis des activités, des sociabilités, des réseaux produits par les migrants entre visibilité (nécessaire à l'interaction sociale, que ce soit dans l'espace social ou numérique) et invisibilité (ce qui échappe aux cadres normatifs de l'institution).

Ce panel souhaite donc offrir un espace de réflexion à partir de recherches portant sur les enjeux de reconnaissance de lieux et de liens produits par la mise en visibilité de l'irrégularité. La confrontation de travaux menés en Afrique et hors d'Afrique sur les expériences migratoires africaines vise à questionner l'empilement d'expériences de politiques de l'irrégularité pour certains segments de « circulants ». Le croisement de regards et de démarches portés par des chercheurs, des acteurs associatifs ou des artistes serait particulièrement bienvenu.

A40 - Subjectivité politique et expérience urbaine ordinaire dans les villes d'Afrique

Jean-Baptiste Lanne (jean-baptiste.lanne@u-paris.fr)

En Afrique, la question des relations entre ville et politique a été abordée en priorité à travers l'étude des conflits, des mobilisations et des luttes sociales (Siméant 2014). Ces moments parfois spectaculaires, où des tensions s'exposent dans l'espace public, ont à juste titre capté l'attention sur un continent où démocratisation et urbanisation progressent conjointement. La science politique, la sociologie des mouvements sociaux ou encore la géographie sociale se sont ainsi intéressées aux formes organisées et plus ou moins institutionnalisées de l'action politique collective : partis politiques, associations, syndicats, parlement de rue... (Banégas et al. 2012). Elles ont mis l'accent sur les revendications (mouvements du Balai citoyen au Burkina Faso, Y en a Marre au Sénégal, « Zuma must fall » en Afrique du Sud, ou marches Saba Saba au Kenya...), en particulier sur la construction de la citoyenneté.

En revanche, le rôle de la ville dans la construction des subjectivités politiques, qui commence à être exploré en études urbaines (Boudreau et al. 2009), a été moins traité en Afrique. Des travaux émergent (Morange 2016 ; Fourchard 2018 ; Morange et al. 2018 ; van Overbeek et Tamás 2018 ; Lindell et al. 2019) embrassent notamment cette perspective. Dans la lignée des travaux de Michel Foucault, ils définissent la subjectivité politique comme un processus de construction du rapport du sujet à l'ordre politique et social. Ce processus passe par la production de conduites ordinaires, au sens de régulières et banales, parfois inscrites dans le temps long. De manière transversale aux classes sociales, elles témoignent de formes d'intériorisation/contestation des normes, intéressant l'individu en tant qu'il est pris dans un collectif socialisant.

Ce panel éclairera, par des études de cas concrètes, plusieurs modalités de la construction du rapport au politique à travers l'expérience urbaine ordinaire en Afrique :

- Les formes de régulation ou d'encadrement socio-politiques par des intermédiaires/médiateurs (groupes religieux et d'entraide, youth groups, syndicats de copropriété, syndicats de transporteurs, travailleurs sociaux...) ou par des interfaces bureaucratiques (street level bureaucracy, bureaucratie d'interface, Olivier de Sardan 2004).
- Les pratiques urbaines qui façonnent le rapport à la norme sociale : loisirs (malls, clubs, bars, sport...) (Houssay-Holzschuch 2009 ; Connan 2016 ; Sundberg 2017), socialisation par la mobilité (marche, transports en commun) (Rizzo 2017), rapport à l'espace public et exposition de soi (Malaquais et Marchal 2005).
- Les sociabilités qui s'élaborent dans des espaces de rencontre, physiques, virtuels ou hybrides, propices à des confrontations/conformations à des normes, valeurs, aspirations (groupes de parole, salons de coiffure ...) (Boyer 2014 ; Vincourt et Kouyaté 2012 ; Masquelier 2013 ; Lefebvre 2019).
- La transmission/contestation de normes dans la sphère domestique (Politique africaine 2019), familiale et intime (redevabilité, attentes sociales, relations

intergénérationnelles, apprentissage des rôles sociaux au sein de la famille ...) (Mercer et Lemanski 2020).

Ces débats, naissants en Afrique, sont plus avancés ailleurs, notamment en Amérique latine (Quentin 2020). Le panel s'ouvrira à des contributions hors du continent africain. Elles éclaireront l'apport des études africaines au champ en construction des approches foucaaldiennes en études urbaines.

A41 - Circulations marchandes et mondialisation des pauvres : transformations sociales et spatiales en Afrique.

Adrien Doron (adriendoron.geo@gmail.com), Anne Bouhali (anne.bouhali@u-picardie.fr)

La présence de marchés dits informels est un marqueur paysager incontournable dans les villes africaines, des mégapoles aux plus modestes bourgades rurales. Insérés dans des réseaux de circulations humaines, matérielles et financières, ces lieux constituent un objet de recherche bien étudié, des enjeux socio-politiques qui s’y nouent à l’échelle locale (Morange 2015, Paulais et Wilhelm 2000, Spire et Choplin 2018) aux mécanismes d’intégration aux échanges transnationaux et mondialisés à l’échelle globale (Bouhali 2015, 2020, Doron 2017, Racaud 2018).

À partir de ces marchés, lieux d’ancrage de la mondialisation des pauvres (Choplin, Pliez, 2018), l’atelier porte sur les transformations sociales et spatiales impulsées par les circulations de marchandises, d’acteurs et de capitaux, le long des itinéraires empruntés. L’objectif est de documenter les effets des circulations marchandes sur la production de l’espace et sur le quotidien des acteurs, que ce soit en tant qu’opportunité économique ou de consommation. En dépassant un clivage urbain-rural, il s’agit de répondre à deux questions. Premièrement, comment les circulations marchandes transforment-elles et (re)signifient-elles les espaces ruraux et les espaces urbains, y compris les plus modestes (Robinson 2006 et 2008), qui jalonnent les routes empruntées ? Deuxièmement, comment les circulations marchandes ouvrent-elles des opportunités économiques et des espaces de consommation pour les habitants des Suds ? On postule que la production d’espaces, d’opportunités économiques et de consommations spécifiques sont en étroites interrelations. Les circulations d’objets marchands impulsent des rapports sociaux, économiques et politiques singuliers dans les lieux d’ancrage qu’elles traversent : marchés urbains et ruraux, espaces publics, quartiers commerçants, supermarchés, shopping malls, lieux de rupture de charge, etc.

L’atelier envisage de tisser des liens entre d’une part des approches sur la production contemporaine de l’espace urbain et d’autre part des travaux sur l’entrée de sociétés des Suds dans la consommation globalisée. Ouverte à toutes les sciences sociales, cette session sera l’occasion de faire dialoguer des recherches abouties ou en cours croisant l’étude des circulations commerciales avec l’observation des transformations spatiales et sociales qu’elles impulsent. Il s’agira aussi de permettre la rencontre d’approches issues de terrains variés et de dépasser les particularités des objets d’étude pour se concentrer sur l’appréhension des transformations paysagères, sociales, culturelles et politiques induites par ces circulations dans et aux abords des marchés africains.

Les axes transversaux de discussion seront les suivants :

1. Transformations des lieux marchands sous l’effet des circulations commerciales
2. Transformations des rapports sociaux, des modes de production et de consommation
3. Enjeux politiques et de régulations des circulations marchandes

Les animateurs de l'atelier proposeront en priorité une communication aux auteurs sélectionnés dans le cadre d'un dossier des *Cahiers d'Outre-Mer* qu'ils coordonnent sur le même thème.

A42 - Partir pour étudier, étudier pour partir : les mobilités étudiantes depuis, vers et à travers l'Afrique

Hicham Jamid (hichamjmd@gmail.com)

Depuis la fin des années 1990, le nombre des étudiants inscrits dans un établissement post-secondaire en dehors de leur pays d'origine a plus que doublé, passant de 2 millions en 1998 à 5,6 millions en 2018. Selon les prévisions de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), l'effectif des étudiants en mobilité internationale va davantage progresser dans les années à venir, pour atteindre les 9 millions à l'horizon 2027. De par l'ampleur croissante qu'elles ont enregistré au cours de ces deux dernières décennies, les mobilités pour études représentent une composante importante, paradoxalement peu connue des migrations internationales (Piguet et al, 2017 ; Jamid et al, 2020).

Dans ce contexte global de « mondialisation étudiante » (Mazzella, 2009), les étudiants africains, particulièrement ceux issus des pays de l'Afrique subsaharienne, sont parmi les plus mobiles au monde. En 2018, ils représentent un étudiant sur dix à l'échelle du globe, avec un taux de mobilité (4,6%), deux fois plus élevé que la moyenne mondiale (2,4%). D'après les données de l'UNESCO, un quart des étudiants africains en mobilité internationale est originaire d'un pays du Maghreb (Maroc, Algérie, Tunisie et Libye) et si l'on additionne ceux du Nigéria, du Cameroun, du Zimbabwe et du Kenya, ces huit pays représentent la moitié de la mobilité étudiante du continent. L'Union européenne, particulièrement la France, accueille la grande partie de ces étudiants africains à l'étranger, suivie par l'Amérique du Nord et les pays du Moyen-Orient, principalement l'Arabie Saoudite. Toutefois, il faut souligner que de nombreux étudiants africains en mobilité internationale ne quittent pas le continent. C'est le cas d'environ un tiers de la mobilité qui reste concentrée en Afrique subsaharienne, dirigée vers quatre principales régions d'accueil : la première est la pointe méridionale du continent, avec l'Afrique du Sud et la Namibie. À l'Est, le pôle Ouganda-Kenya-Burundi-Rwanda accueille une vingtaine de milliers d'étudiants, tout comme l'Afrique du Nord. Enfin, l'Afrique de l'Ouest – avec le Ghana, le Sénégal et la Côte d'Ivoire.

Par ailleurs, si les départs des étudiants africains en dehors du continent ont fait l'objet d'une littérature scientifique importante, rares (Berriane, 2009 ; Mazzella, 2009 ; Sy, 2011 ; Bava, 2011 ; Toure, 2017) et peu connus sont les travaux qui appréhendent les mobilités étudiantes vers et à travers l'Afrique. Cet atelier a donc pour premier objectif de combler ce vide, ou cette méconnaissance, en y invitant particulièrement les chercheur.e.s qui étudient cette forme de flux étudiants. Ainsi, sont vivement attendues des propositions de communications qui analysent les mobilités étudiantes intra-africaines et en direction de l'Afrique, mettant en lumière à la fois les facteurs qui pèsent sur le choix des pays de destination et les trajectoires d'études qui en découlent.

En outre, qu'il soit motivé par des contraintes structurelles ou par des logiques individuelles et collectives, notamment d'ascension ou de reproduction sociale, le départ pour les études à l'étranger peut également représenter un projet migratoire qui vise à ouvrir et à élargir le champ des possibles, personnel et professionnel. En effet, si l'obtention d'un diplôme

étranger est souvent conçue comme un vecteur d'une meilleure insertion professionnelle et un tremplin vers une promotion sociale ultérieure, particulièrement après le retour dans le pays d'origine, la mobilité pour études peut parfois s'apparenter à une « voie royale » d'expatriation. Elle peut donc s'inscrire dans un projet qui dépasse les seules raisons universitaires, pour contenir les implications objectives d'une réelle stratégie migratoire durable, associée davantage à un souhait d'émancipation économique et socio-culturelle (Jamid, 2021). C'est au prisme du lien dialectique et complexe entre la mobilité pour études et le projet migratoire durable que cet atelier souhaite réfléchir. Appréhender la mobilité pour études dans sa dimension extra- universitaire représente ainsi le second objectif que vise cet atelier, et l'équation « partir pour étudier, étudier pour partir » cristallise sa problématique et ses complications possibles.

Au regard de ces deux objectifs, cet atelier propose d'appréhender différents aspects des mobilités étudiantes, depuis, vers et à travers le continent africain. Il invite à des communications autour des thématiques suivantes (qui ne sont pas exclusives) :

- Flux et tendances des mobilités étudiantes (intra/extra) africaines au niveau macro ;
- Les trajectoires scolaires et les parcours migratoires des étudiants en mobilité internationale en Afrique
- Politiques migratoires destinées aux étudiants en mobilité internationale en Afrique et de l'Afrique ;
- Marché de l'enseignement supérieur en Afrique
- Les inégalités sociales dans l'accès à la mobilité pour études en Afrique ;
- Les conditions d'études et de séjour à l'étranger.
- Le devenir migratoire des étudiants en mobilité internationale à l'issue de leur formation.

Les communications attendues peuvent relever des différentes disciplines de sciences sociales et les approches interdisciplinaires sont particulièrement bienvenues. Les propositions devront indiquer le nom, le statut et l'affiliation des auteur·e·s. Il est attendu que les résumés présentent la question de recherche, le cadre théorique ainsi que la méthodologie ayant servi à la collecte des données empiriques mobilisées. Les versions longues des communications devront être envoyées avant la tenue des REAF.

A43 - Quelle place pour les "études nigérianes" en France ? État des lieux de la recherche, enjeux épistémologiques et défis méthodologiques

Élodie Apard (elodie.apard@yahoo.fr)

La visibilité du Nigéria au niveau international a sensiblement augmenté depuis 2010, d'abord en raison de l'insurrection de Boko Haram et de sa médiatisation, mais sans doute aussi de l'influence grandissante des artistes nigériens sur la scène musicale, littéraire et cinématographique mondiale ainsi que de l'image de Lagos, symbole ultime de la mégapole africaine. Par ailleurs, la résurgence régulière de conflits meurtriers liés à l'accès au foncier ou aux ressources - souvent réduits à des questions religieuses ou même « ethniques » - garantit le maintien du Nigéria dans le champ de vision des médias tout en favorisant une lecture simplificatrice de phénomènes extrêmement complexe.

Le pays le plus peuplé d'Afrique, qui est également la première économie du continent, est aujourd'hui incontournable, mais reste paradoxalement peu investi par la recherche française, toutes disciplines confondues. Cette frilosité à s'appropriier le terrain nigérien, sans doute plus institutionnelle qu'individuelle, semble moins imputable à la barrière de la langue qu'aux problèmes d'accès et de sécurité. Toujours est-il que la production de connaissances scientifiques sur le Nigéria en France n'augmente pas ; au contraire, le nombre de thèses en SHS menées en France sur le Nigéria tend à diminuer ces dernières années. Mis en perspective des activités de recherche menées dans les pays anglophones et ceux d'Europe du Nord, cet intérêt limité apparaît comme un retard.

Or le Nigéria, par son poids démographique, son rôle économique et politique, mais aussi son influence culturelle, en Afrique et au-delà, suscite un « besoin d'analyse » auquel répond une offre exponentielle de consultance et d'expertise qui, souvent, supprime la recherche empirique. De récents travaux en SHS démontrent néanmoins la faisabilité des recherches au Nigéria - y compris des terrains ethnographiques - et soulignent la pertinence des approches pluridisciplinaires et partenariales.

À travers la présentation de travaux individuels et de programmes de recherche en Sciences Humaines et Sociales menés au Nigéria ces dernières années, l'objectif de cet atelier est de montrer pourquoi les « études nigérianes » sont amenées à se développer au sein de la communauté scientifique francophone mais aussi d'identifier les enjeux de (co)production des savoirs sur, et dans ce pays.

A44 - Recherche-création, méthodologies créatives et écritures alternatives en études africaines : un enjeu méthodologique, éthique et épistémologique

Pauline Guinard (pauline.guinard@ens.fr), Emilie Guitard (emilie.guitard@cnrs.fr)

Depuis une dizaine d'années, un certain nombre de chercheurs en études africaines mobilisent de nouvelles méthodologies d'enquête associant pratiques scientifiques et pratiques artistiques, qu'il s'agisse de la poésie (Lanne, 2021), du dessin (Roussel et Guitard, 2021), de la photographie (Boeck et Balaji, 2016), de la vidéo (Buire, 2011 ; Ghattas, 2019), de l'art dans l'espace public (Guinard, 2014 ; Sitas, 2015) ou bien encore de la cartographie sensible (Olmedo, 2011). Cette tendance n'est d'ailleurs pas spécifique au continent africain. Elle témoigne en effet d'un tournant créatif des sciences humaines et sociales (Hawkins, 2013), en même temps qu'elle y participe, qui consiste pour les chercheurs non seulement à s'intéresser de plus en plus à l'art et à la création comme objets de recherche mais aussi à recourir à ces derniers comme méthode d'enquête à part entière, eux-mêmes ou en collaboration avec des artistes, afin de saisir les dimensions plus subjectives et sensibles de la relation des individus et des groupes au monde. En outre, dans le cadre de recherches portant sur les Suds, et notamment mais non exclusivement en Afrique, ces méthodologies témoignent d'une volonté des chercheurs de faire de la science autrement, de manière plus collaborative, plus impliquée et moins surplombante (Landrin, 2021). A cet égard, l'utilisation de méthodes relevant de la recherche-création dépasse de simples considérations méthodologiques, en ce que cela engage également une réflexion d'ordre éthique et épistémologique.

Cet atelier (hors thématique transversale) visera à questionner les raisons, les apports et les limites de l'usage des méthodologies de recherche-création en études africaines, quelle que soit la discipline des chercheurs concernés (anthropologie, géographie, sociologie, urbanisme, etc.). Qu'est-ce que ces dispositifs permettent d'étudier que d'autres méthodes n'autorisent pas ou pas complètement ? Quels sont les risques ou les écueils potentiels à éviter lors de la mise en place de ce type de méthodologie ? Quelles sont les conséquences de ces méthodologies sur la manière de produire mais aussi de concevoir les savoirs et les savoir-faire, en particulier en études africaines ? Les participants seront ainsi invités à présenter et à discuter leur dispositif de recherche-création dans une perspective critique. En adéquation avec le sujet de cet atelier, des formats de présentation plus participatifs et expérimentaux pourront être proposés.

A45 - Années 1970 : révolutions dans le genre en Afrique ?

Florence Wenzek (florence.wenzek@etu.u-paris.fr), Sara Panata (sarapanata@gmail.com)

Les années 1970 sont caractérisées par un renouveau des revendications féministes en Europe et aux Etats-Unis. Ces mobilisations s'insèrent dans un moment de changements socio-culturels et politiques rapides, période qui commence dans les années 1960, a son épice dans les mouvements de mai 1968 et se poursuit dans les années 1980 (Pavard, Rochefort, et Zancarini-Fournel 2020). Cet atelier se propose de revenir sur ces années en déplaçant la focale vers le continent africain, dans la lignée de quelques travaux ont appréhendé les années 1968 depuis d'autres latitudes (Blum, Guidi, et Rillon 2016; Chen 2020). Ils ont dévoilé de puissantes mobilisations d'étudiant.e.s sur le continent africain autour de mai 68 (Blum 2018). Si ces mouvements déclenchent une redéfinition des hiérarchies de genre, de race et de classe en Europe et aux Etats-Unis, qu'en est-il en Afrique ?

L'historiographie a montré l'intensité des débats sur la contraception, l'espacement des naissances et l'avortement (Dixon-Mueller 1993; Kaler 2003; Akrofi-Quarcoo 2015; Rillon 2015; Callaci 2017; Ashford 2020), ainsi que l'évolution des pratiques vestimentaires et des loisirs (Allman 2004; Rillon 2011; Nicolas 2019). Les régimes socialistes mis en place dans différents Etats encouragent le développement de réflexions sur l'émancipation des femmes (Lal 2010; Guidi 2019). Ces années sont aussi marquées par d'importantes circulations de programmes internationaux pour combattre les inégalités femmes/hommes, avec l'ouverture de la décennie de la femme en 1975 (Olcott 2017). Des travaux ont montré que ces conférences internationales ont été un instrument de l'Occident pour contrôler et dépolitiser les mouvements féminins, portant à un aplatissage des agendas de ces mouvements (Falquet 2003; Ghodsee 2019; Opong 2020). Dans ce scénario, des échanges intra-africains et entre pays des Suds se renforcent, avec notamment la création de l'Association des Femmes Africaines pour la Recherche et le Développement (Ogundipe-Leslie 1994), proposant d'autres discours de transformation. Cet atelier réinterroge ces années de tensions autour du genre à partir d'une réflexion au plus près des acteurs et des actrices de ces politiques, débats et transformations sociales. La "décennie 1970" est entendue dans un sens long, trouvant ses racines à la fin des années 1960 et se prolongeant dans les années 1980. Sans faire l'économie de jeux d'échelle, depuis le local vers le transnational, il s'agit d'étudier les éventuelles circulations de révolutions autour du genre mais aussi les spécificités de dynamiques genrées de ces années en Afrique.

A46 - Les corps au travail dans les industries de transport (1900-1970)

Simon Imbert-Vier (simon.iv@laposte.net)

Les installations coloniales en Afrique s'accompagnent de la mise en place de dispositifs nécessaires aux circulations, entre les métropoles et les territoires dominés mais aussi à l'intérieur des territoires. Des moyens industriels de transport (maritimes, ferroviaires et routiers) sont progressivement créés, remplaçant les pratiques de portage de la conquête et des premiers temps de la colonisation. Ce sont souvent les premières entreprises industrielles des territoires dominés, et elles restent parmi les plus importantes. Les compagnies ferroviaires ou de navigation maritime sont ainsi des lieux d'imposition, mais aussi de transmission, de savoirs-faire et de pratiques industrielles. Le transport routier, quoi que plus artisanal, participe aussi à ces transferts (conducteurs, mécaniciens...). Ces industries embauchent des travailleurs issus des sociétés locales, qui deviennent des professionnels de la circulation sur de plus ou moins longues distances. Ces ouvriers sont alors enserrés dans une organisation du travail et du temps qui s'impose aux corps. Ils sont employés dans des conditions qui les rapprochent des travailleurs des entreprises industrielles en Europe. Mal équipés, ils sont engagés dans des tâches pénibles et dangereuses (chauffage, portage, travaux de force...) qui contraignent et abîment les corps. Ces dégâts se constatent en particulier à l'occasion des accidents et des maladies, des punitions et des licenciements. Les travailleurs sont aussi soumis à des rythmes dictés par l'organisation industrielle du travail, imposés par une discipline rigide et bureaucratisée. S'y ajoutent des pratiques discriminatoires liées à la situation coloniale assignant les Africains à certaines tâches et limitant leur évolution professionnelle. Au cours du XXe siècle, des législations plus protectrices sont instaurées, des contestations surviennent et des syndicats apparaissent, mais leurs conséquences sur les réalités du travail se diffusent lentement. Cet atelier souhaite accueillir des communications qui étudient l'impact des méthodes et pratiques industrielles dans les entreprises coloniales de transport sur les corps des travailleurs de la circulation.

A47 - Objets d'Afrique : histoire et patrimoine à l'ombre des collections

Pauline Monginot(pauline.monginot@inha.fr), Claire Bosc-Tiesse (claire.bosc-tiesse@inha.fr)

Les objets d'Afrique conservés dans les musées français sont régulièrement au centre des débats publics depuis le discours prononcé à Ouagadougou par le président de la République française en novembre 2017. Or si l'histoire de ces objets et des collections qui les rassemblent sont au centre de l'attention, la connaissance que nous en avons est encore balbutiante. Une cartographie des collections, mise en ligne en septembre 2021, fait l'état des recherches menées jusqu'ici sur plus de deux cents musées français. Elle constitue un outil de synthèse nécessaire autant qu'elle révèle ce qu'il reste à faire sur le sujet.

Par ailleurs, l'histoire des collections est en effet souvent pensée comme une fin en soi et l'histoire des provenances, que d'aucuns entendent développer, s'arrête de même trop souvent aux portes de l'Afrique. Aussi l'histoire des collections apparaît déconnectée de celle des sociétés africaines puisque l'histoire des objets et celle de leurs contextes de production et d'usage sont menées séparément.

La collection comme cadre d'étude, si elle n'est pas à négliger, doit être interrogée. Des travaux menés dans les dernières décennies attestent de la manière dont l'histoire politique a orienté et utilisé ces ensembles. Les collections définissent néanmoins des corpus qui orientent les recherches et créent une certaine idée du "patrimoine africain", aussi faut-il revenir sur leur constitution. Ces constats invitent à considérer la possibilité de dépasser l'histoire des collections pour atteindre l'histoire des objets.

Cet atelier souhaite réunir, d'une part, des contributions qui développeront l'histoire des collections d'objets d'Afrique, quel qu'en soit la localisation, analysant les contextes, les modalités d'acquisitions, la typologie des objets ainsi que leur étude, afin de questionner la définition des patrimoines africains par ce biais, et, d'autre part, les contributions qui partiront de l'analyse de leur corpus d'étude pour interroger ce que les collections muséales disent ou ne disent pas des sociétés concernées. Par ces axes, cet atelier se propose de réfléchir collectivement à quels frais l'étude des objets ou des collections participent à l'écriture de l'histoire des sociétés africaines.

A48 - Par-delà l'asile. La folie, entre circulations et enfermements (XXe-XXIe siècles)

Raphaël Gallien (raphael.gallien@hotmail.com)

Ces dernières années, l'historiographie de la folie aux Afriques connaît un profond renouvellement. Cette table ronde souhaite réunir ces nouvelles recherches en interrogeant les circulations inhérentes à la pathologisation de manifestations psychiques jugées « anormales ».

Une première génération de chercheurs a montré le rôle qu'a eu la psychiatrie dans la construction des catégories coloniales à travers la pathologisation des comportements. Fort de ces premiers travaux, ce panel souhaite dépasser ce premier regard « constructiviste » au profit d'une lecture qui se concentre davantage sur les trajectoires sociales qui conduisent à l'étiquetage « fou ». Dans les dossiers médicaux, il est en effet frappant de constater que, bien souvent, le diagnostic du médecin ne fait qu'entériner une stigmatisation qui précède très largement l'internement asilaire. La séquestration familiale, l'hospitalisation, la détention pénitentiaire, la claustration religieuse, etc., apparaissent comme autant d'institutions fondamentales dans la construction du stigmate social. Au quotidien, plus que le discours du psychiatre, c'est avant tout la circulation de la personne entre ces différentes institutions qui installent et scellent les représentations à son sujet et la trajectoire de soin qui en découle. Restituer les itinéraires individuels dans une économie institutionnelle plus large s'avère dès lors essentiel pour comprendre ce qui se joue à travers les différents parcours de santé.

Avec ce panel, il s'agit donc de mieux saisir les circulations institutionnelles qui façonnent la maladie mentale aux Afriques. Alors que ces différents espaces de prise en charge sont souvent perçus comme discordants, l'objectif est à l'inverse d'insister sur leur complémentarité et ainsi renouveler le regard sur une institution asilaire qui, plus qu'une « institution totale », fermée et carcérale, apparaît ouverte et au carrefour des différentes représentations et modalités de gestion de la folie aux Afriques. Sont donc attendues des communications appartenant à l'ensemble des sciences sociales interrogeant les processus de (dés)engagements dans le soin au sein de ces diverses institutions afin de repenser un tissu de relations (familiales, religieuses, médicales, judiciaires, administratives, etc.) qui donnent corps à la maladie mentale en contexte africain.

A49 - Famille et pouvoir politique en Afrique

Jean-Philippe Gunn (filgunn@gmail.com), Ayoko-Mwara Amavigan (successmwara@gmail.com)

Les États africains ont entamé le processus de démocratisation des institutions depuis les années 1990. Ce processus a ouvert la voie aux transitions démocratiques qui ont permis l'alternance politique au sommet de certains États africains. Dans d'autres cas, les transitions ont échoué et la transmission du pouvoir s'est retrouvée dans les mains des dirigeants qui ont régné sur certains pays africains depuis des décennies. A la suite de troubles politiques couplés d'assassinats ou de mort naturelle de certains chefs d'États africains notamment en République démocratique du Congo (RDC) en 2001, au Togo en 2005, au Gabon en 2009 et tout récemment au Tchad en 2021, leurs enfants se retrouvent à la tête de ces États. Ce phénomène donne un caractère héréditaire et familial à la transmission du pouvoir politique en Afrique. Cette forme de transmission du pouvoir, dans certains cas (RDC, Togo et Tchad), n'a en effet pas respecté les règles établies par la constitution en matière de succession. L'intervention de l'armée a favorisé l'accession au pouvoir de Faure Gnassingbé, fils du défunt président du Togo en février 2005. Cette situation a bousculé l'ordre établi a priori par la constitution et a donné un caractère héréditaire et familial au pouvoir politique en Afrique où la question de l'alternance politique est considérée comme un levier de développement et gage de la démocratie. Il convient donc de savoir comment interpréter ce mode de transmission par le biais de la famille au pouvoir et quelle signification lui donner. L'objectif de cet atelier est d'étudier finement la relation entre famille et pouvoir politique en Afrique en mettant l'accent sur le caractère familial de la transmission du pouvoir. Les résultats attendus sont les suivants : 1) étudier les contextes et le poids de la famille au pouvoir sur les institutions ; 2) identifier les acteurs qui entrent en jeu dans cette forme de prise du pouvoir politique ; 3) mettre en lumière le caractère légal de cette transmission familiale ; 4) faire ressortir les enjeux et les conséquences qui en découlent sur les États africains. Cet atelier s'inscrit dans une approche pluridisciplinaire au croisement du droit, de l'histoire, de l'anthropologie, de la science politique et de la sociologie.

A50 - Relire Senghor

Elara Bertho (elara.bertho@gmail.com), Étienne Smith (e.smith@sciencespobordeaux.fr)

Ce panel entend fédérer les énergies autour des nouvelles lectures de Senghor aujourd'hui. Senghor est célébré ou critiqué par habitude mais souvent très peu lu. Ses volumes de Liberté ne sont plus édités et certains sont même quasiment introuvables. On observe comme une disjonction entre l'académicien célébré de par le monde et la relative rareté des lectures effective de ses textes, comme si la négritude n'avait plus de public, à l'heure où les *postcolonial studies* mettent d'autres auteurs ou pensées à l'honneur.

Nous entendons proposer plusieurs pistes pour souligner l'actualité possible de la pensée de Senghor, sans être pour autant dupe d'une image lénifiante de l'homme politique. Ni hagiographie ni anathème, l'idée de ce panel est de dresser un bilan politique et poétique de Senghor. Trois pistes, non exhaustives, sont proposées ici :

- **Écopoétique de Senghor** : si la pensée poétique de Senghor a longtemps été qualifiée d'essentialiste, c'est qu'elle s'attelait très frontalement à la relation que les hommes entretenaient avec les paysages, le territoire, les fleuves. Une nouvelle lecture écopoétique peut aujourd'hui s'emparer de ce lien qu'il entendait décrire entre les hommes et la terre, en s'inspirant de la pensée des écologistes contemporains et de l'avènement de « Gaïa » qui permet de redonner une grande intensité à tous ces poèmes consacrés à la « nature » dans une optique d'inséparation.
- **Antiracismes contemporains** : Négritude, afropolitanisme, black lives matter, les mouvements antiracistes contemporains américains, et plus largement, revendiquent une identité noire et fait écho à la pensée de la solidarité élaborée par Senghor. Quelle actualité de la pensée de la négritude au moment où les intersections de lutte émergent à l'échelle de la planète ?
- **A la gauche de Senghor** : penser l'héritage du pouvoir. Une nouvelle historiographie repense l'homme politique au travail, pris entre les contradictions de ses idéaux, établis dans ses textes et eux-mêmes ambivalents, et la réalité de l'expérience du pouvoir. Quel héritage de Senghor au pouvoir ? Quelles nouvelles sources pour relire Senghor différemment, à l'aune de son bilan politique ? Quelle (in)actualité politique de Senghor ?

A51 - Circulations littéraires, circulations scientifiques

Guillaume Cingal (cingal@univ-tours.fr)

Alors qu'en Afrique du Sud par exemple le système de transports en commun s'effondre et que le secteur informel (minibus-taxis) prend son essor, c'est un fourmillement de trajets, dessinant sur la paume de la main de Johannesburg des lignes de vie et de fuite indémêlables (Vladislavic 2006) que tracent sur la page ou sur l'écran nombre d'auteurs et artistes d'Afrique.

Dès 1968, Ayi Kwei Armah pose ce qui est sans doute les premiers jalons de cette observation des modifications qu'entraîne l'urbanisation croissante (*The Beautiful Ones Are Not Yet Born*), tandis que le paysan étranger à la ville, héros de *Niiwam* (nouvelle et film d'Ousmane Sembène) et son encombrant bagage trouve un alter ego singulièrement ressemblant en la jeune Mazvita de *Without a Name* (Yvonne Vera, 1994), « pas encore sûre de sa destination mais prête à partir quelque part. »

Le bus est refuge mais aussi lieu de danger, comme dans la nouvelle « *You Can't Get Lost in Cape Town* » du recueil éponyme de Zoë Wicomb, le regard des autres s'y faisant scrutateur, pesant, menaçant, lieu où les travailleurs noirs cherchent quelques heures de sommeil sur les longs trajets entre « locations » ou « bantoustans » et lieu de travail en zone blanche sous l'objectif de David Goldblatt (*The Transported of the KwaNdebele*), mais aussi où l'on prie ou danse sur les photographies de Santu Mofokeng comme dans les derniers romans kwaito de Niq Mhlongo, tandis qu'au Mozambique c'est au ras des trottoirs que Guy Tillim pose son appareil pour saisir son « musée de la révolution ».

Dans l'aire d'Afrique de l'Ouest, ces motifs du voyage en commun et de la circulation empêchée ou heurtée se situent sur un double plan socio-économique et mytho-cosmologique, des réécritures de Tutuola par Ben Okri (*The Famished Road*) à des auteur-es plus récent-es (*In Dependence* de Sarah Ladipo Manyika, 2008 ; *Looking for Transwonderland* de Noo Saro-Wiva, 2012 ; *Tail of the Blue Bird* de Nii Ayikwei Parkes, 2013 ; *Lagoon* de Nnedi Okorafor, 2014).

Cet atelier cherchera de ce fait à retracer quelques unes des lignes de l'évolution singulière tant des transports en commun que de leur représentations littéraires et artistiques dans le monde africain anglophone en particulier mais non exclusivement, en croisant également le regard et faisant circuler les représentations de spécialistes de littératures et d'histoire et de géographie pour tâcher de mieux en cerner les contours.

A52 - La mobilité Afrique-Europe dans la fiction francophone du XXIème siècle

Pierre Soubias (pierre.soubias@univ-tlse2.fr)

Cet atelier propose d'interroger les fictions récentes (depuis 20 ans environ), notamment les romans d'expression française, qui donnent une représentation aux mobilités entre Afrique et Europe (dans les deux sens), afin de cerner ce que ces fictions apportent de nouveau, sur les plans formel, thématique et idéologique.

Dès les années 1950, le voyage en Europe est un des premiers motifs de la littérature francophone écrite par des auteurs issus du continent africain. A la fin du XXème siècle, la critique avait remarqué que toute une génération d'écrivaines et d'écrivains, originaires du continent africain, mais ne s'exprimant pas nécessairement à partir de celui-ci, ancrerait délibérément sa création dans l'entre-deux précaire de la migration, explorant non seulement le voyage mais aussi l'expérience de l'exil, de l'accueil, de l'errance et parfois du retour. La représentation de cette thématique, dans la fiction francophone, continue-t-elle d'évoluer sous nos yeux ? Les fictions du XXIème siècle exploitent-elles simplement une matière romanesque déjà connue, ou bien construisent-elles, par touches, un autre imaginaire de la mobilité, voire du rapport au monde ?

Pour répondre à ces questions, les contributions attendues s'appuieraient sur les créatrices et créateurs les plus en vue de ces deux dernières décennies. On pense entre autres à Fatou Diome, Léonora Miano, Sylvie Kandé, mais sans exclure les romancières et romanciers ayant émergé avant l'année 2000, comme Tahar Ben Jelloun, Boualem Sansal, Tierno Monémbo, Ken Bugul, Marie Ndiaye... Les écrivains européens qui ont choisi de parler de la migration (Laurent Gaudé) ne sont pas a priori exclus du corpus. Cependant, l'esprit de l'atelier est bien de se concentrer sur les productions les plus actuelles, et à ce titre on accueillerait avec intérêt des analyses portant sur des œuvres remarquées voire primées récemment (David Diop, Mohammed Mbougar Sarr...).

A53 - Les Littératures des Afriques : Questions de Méthodologie et de Positionnalité

Rémi Armand Tchokothe (remi.tchokothe@univie.ac.at)

En tant que jeunes chercheur.e.s en littératures des Afriques (Swahili, Bambara, Hausa, IxiXhosa, Arabe, Tigrinya, Français, Anglais, Portugais, Espagnol, Allemand, Pidgin English etc.), travaillant sur les textes dans les langues originales et/ou les traductions, depuis les mondes, comment abordons-nous la double question liée de la méthodologie et de la positionnalité ? Y a-t-il des différences entre lire Euphrase Kezilahabi depuis Dar es Salaam et le lire depuis Paris ? Peut-on vraiment comprendre Bubakar Bóris Jóbb, lauréat du Neustadt International Prize for Literature 2022, sans jamais connaître 'les univers sonores de Dakar' ? (Ngom, 2018 : 43) Peut-on entrer avec assurance dans l'univers multiple d'Assia Djébar, lauréate du même prix en 1996, sans entendre la poépuissance de l'Arabe dans ces productions en français ? Quelle place occupe la double conscience dans la relation aux textes ? Comment est-ce que la lecture de 'l'intérieur' nous enrichit davantage ? Peut-elle nous appauvrir ? Comment éviter le piège de « recycler sans recul l'héritage conceptuel de la littérature africaniste » ? (Mballa, 2020, non paginé) À quel moment faut-il se détacher des grilles de lecture développées hors des contextes d'écriture mais qui nous garantissent l'entrée dans le cercle des consacrant.e.s ? Comment dessiner sa positionnalité de jeunes chercheur.e.s sans assurance d'affiliation ? Comment faire circuler des approches inédites conçues en Wolof ou une approche relationnelle développée sur le terrain aux Comores ? 'Will the Master's tools dismantle the master's house?' (Audre Lorde). Comment éviter la « critique la plus ennuyeuse de la terre, accrochée à ses problématiques ou à ses thématiques, tunnels généraux, étroits, où les œuvres cheminaient comme du gros bétail et certaines mouraient étouffées sous la lourdeur des concepts, la graisse du jargon, la fadeur des sujets » ? (Mbougar Sarr, 2021 : 59) En somme, comment partir des études littéraires pour repenser les Études Africaines sur les plans épistémologique, méthodologique, théorique, structurel et personnel ? (Kessi, Marks et Ramugondo, 2020)?

Cet atelier propose de réunir de jeunes chercheur.e.s en littératures des Afriques de divers horizons géographiques et linguistiques, qui se posent ces questions déterminantes pour la poursuite de leur voyage vers les littératures des Afriques et leur place dans l'étude des littératures des Afriques, une discipline-carrefour en Études Africaines.

A54 - Vertiges des retours : déracinements et relocalisations en littératures francophones

Alexandra Stewart (alexandrajoystewart@gmail.com)

Le retour est un thème récurrent dans les littératures contemporaines de l'Afrique francophone. Cette circulation peut comprendre un retour au pays, au village, ou toute plongée dans une vie antérieure. Cette incursion dans un passé des fois refoulé, toujours hasardeux, est intrinsèquement déstabilisant, et les personnages qui font le voyage du retour, entre désir de reconnaissance (dans le double sens du terme) et sentiments de désillusion, sont entraînés malgré eux dans un vortex, d'où il est malaisé de s'arracher. Aussi ressentent-ils le vertige, à la fois aspiration d'une identité toujours hybride et aliénation qui peut mener à un sentiment de désincarnation. Ces cas individuels reflètent « les sociétés africaines [qui] semblent prises de vertige dans la quête de leur identité, et plus elles se cherchent, moins elles se trouvent » (Mve-Ondo 2017 :199).

Issu du latin « vertigo », qui signifie « mouvement de rotation, tournoiement », le sens de ce mot dépasse le simple malaise passager pour devenir un principe existentiel qui influe sur le regard que l'individu porte sur son entourage. En conséquence, ce monde entrevu, qui a perdu tous les repères, devient foncièrement absurde. Dans un mouvement de délocalisation (voir par exemple Jochen Mecke et Anne-Sophie Donnarieix 2020), le centre et la périphérie s'amalgament, ce qui autorise un regard déraciné. C'est cette écriture des vertiges, comme circulation dans les fantasmes et l'illusoire, qui est le sujet de cet atelier.

A55 - Actualité du panafricanisme

Salim Abdelmadjid (salim.abdelmadjid@univ-tlse2.fr)

Le panafricanisme affirme, contre l'oppression historique commune des Africain-e-s, la nécessité de leur unification pour leur libération. La trajectoire géohistorique du mouvement politique auquel il a donné lieu est longue et étendue, qui commence, avant la première Conférence panafricaine en 1900 à Londres, dès la déportation des esclaves en Europe et aux Amériques, et se prolonge jusqu'aux luttes du XXe siècle pour les indépendances et les droits civiques, et au-delà.

L'hypothèse de cet atelier est l'actualité du panafricanisme, non seulement au sens où son existence peut être constatée aujourd'hui et où il s'agit de s'en instruire, mais aussi au sens où, si ses luttes ont produit des avancées révolutionnaires, tous leurs objectifs n'ont pas encore été atteints et la nécessité de les réaliser demeure. Pour la discuter, cinq axes de réflexion sont proposés :

- 1) « histoires du panafricanisme », pour présenter des études historiques du panafricanisme, de sa formation, de sa diversité, de ses événements, de ses succès et de ses échecs ;
- 2) « actualités du panafricanisme », pour analyser sa situation présente, évaluer par exemple l'état de l'Union africaine, donner à connaître les organisations, les mobilisations, les théories contemporaines ;
- 3) « théories du panafricanisme », pour étudier des pensées panafricanistes, exposer les fondements théoriques du panafricanisme, expliquer ses clivages, demander ce que doivent être ses objectifs, sa stratégie, son programme ;
- 4) « pratiques du panafricanisme », pour étudier des actions panafricanistes, demander s'il a un ancrage social ou s'il est une construction superstructurelle, s'il y a des mouvements sociaux panafricains, réfléchir aux modes d'organisation et de lutte ;
- 5) « mondialités du panafricanisme », pour exprimer la dimension mondiale du panafricanisme ; montrer comment l'histoire et la situation africaines constituent une perspective sur l'histoire et la situation mondiales ; donner à connaître les discours et actions panafricanistes sur et pour le reste du monde ; réfléchir aux conditions d'articulation du panafricanisme et de ce que nous pourrions appeler « l'afromondialisme », du panafricanisme et d'autres mouvements à prétention émancipatrice, géopolitiques – panarabisme, tricontinentale, d'autres encore – et sociopolitiques – socialisme, féminisme, écologisme, d'autres encore –, du projet d'une Unité africaine et de celui d'une Unité mondiale.

Ces axes sont proposés sans prétention d'exhaustivité, selon des distinctions et un ordre modifiables dans le cours de l'organisation de l'atelier. Il sera demandé aux participant-e-s de rédiger les textes sur lesquels elles-ils appuieront leurs communications en amont de l'atelier, conçu comme une étape éditoriale vers un dossier de revue ou un ouvrage collectif.

A56 - Circulation de la pollution de l'air en Afrique

Catherine Liousse (lioc@aero.obs-mip.fr), Sylvia Becerra (sylvia.becerra@get.omp.eu)

La circulation de la pollution de l'air en Afrique mérite une attention urgente. Les niveaux de concentrations de certains polluants atmosphériques dépassant largement les normes recommandées par l'OMS, sont l'une des principales causes de décès sur le continent avec un million de morts estimés par an.

Cette situation est liée tout d'abord aux flux de polluants émis par les sources anthropiques (activités domestiques et commerciales, trafic, combustion des déchets, industries, centrales thermiques, poussières des routes) mais également celles liées à l'agriculture et aux feux de savane. La plupart ne sont pas régulées et peu sont surveillées. A ces sources anthropiques, s'ajoutent des sources naturelles comme les poussières provenant des déserts africains et les émissions biogéniques par les sols et la végétation. Les variations de la circulation de ces flux de polluants dans le continent sont soumises aux facteurs météorologiques qui rythment leur intensité saisonnière. En outre, les bouleversements climatiques en cours impactent ces facteurs ainsi que les flux de certaines sources d'émission et vice versa. La circulation de la pollution de l'air est donc très inégale dans sa répartition spatiale et temporelle mais elle l'est également socialement, les personnes les plus vulnérables étant soumises aux plus fortes pollutions. Ces vulnérabilités aussi sont en mouvements puisqu'elles peuvent circuler entre catégories sociales ou se diffuser différemment selon les lieux, s'agréger avec d'autres vulnérabilités et même se propager dans le temps.

Ainsi, si la situation est aujourd'hui critique, que sera-t-elle demain ? La population africaine devrait atteindre les 2 milliards d'ici à 2040 avec un taux de densité urbaine record au niveau mondial. Si aucune mesure de réduction des émissions n'est prise d'ici-là, les flux de polluants et la pollution de l'air qui en résulte exploseront.

Il faut alors également noter l'importance de la circulation des connaissances entre chercheurs, société civile et pouvoirs publics ainsi que celle des technologies et des pratiques répondant aux exigences d'une transition durable.

La session proposée a pour objectif de présenter les études existantes sur la circulation de la pollution de l'air, intégrant notamment les notions d'émissions, de dépôts atmosphériques, de pollution de l'air, d'aléas climatiques, sanitaires et sur les écosystèmes, de vulnérabilité des populations et de contrôle des flux d'émissions.

A57 - De la « Yen a marrisation » en Afrique : interroger le bilan des processus démocratiques à partir des mouvements sociaux alternatifs

Saliou Ngom (salioungom2001@gmail.com), lamine Doumbia (fakoly.doumbia@googlemail.com)

Le début des années 1990 a été un moment crucial dans les processus démocratiques en Afrique. D'un point de vue institutionnel, différentes évolutions ont été constatées. Des études plus historiques montrent que ces mobilisations dans les sociétés africaines sont étroitement liées aux demandes d'ouverture et de participation socio-politique (Mamdani 1990 ; Mamdani/Wamba-Dia-Wamba 1994).

Ces processus ont été consacrés en Afrique par une libéralisation politique sur laquelle la littérature s'est beaucoup appesantie. Mais les approches institutionnelles (Gueye, 2009 ; Carbonnel et. al, 2021) sur lesquelles elles peuvent déboucher ne permettent pas d'appréhender les interactions réelles entre l'État, l'opposition et le mouvement social (Nzindi 2000 :72-89). Elles ne permettent pas non plus d'appréhender l'état réel des libertés et des droits humains (Gazibo 2010 : 214-236).

Les processus en question ne peuvent pas être analysés comme étant linéaires. Ils sont faits de reculs, de stagnations et de progrès ; ce qui explique sur le continent africain les différences de configurations et formes démocratiques (Quantin 2009). Cette façon réaliste d'appréhender ces processus remet partiellement en cause l'idée tant partagée d'une universalisation irréversible des processus démocratiques (Fukuyama 1992), qui est de plus en plus mise à mal par la résurgence des régimes autoritaires. C'est ce constat qui fonde l'importance de saisir l'état de la démocratie à travers l'émergence de mouvements sociaux alternatifs que certains auteurs considèrent comme « les derniers remparts de la démocratisation » (Akindès et Zina 2016 : 83-88) en Afrique.

En s'appuyant sur les dynamiques des mouvements de contestation en Afrique à partir de 2011, leurs rapports à l'État et à la liberté d'expression, les discussions que propose le panel tentent de saisir leur portée démocratique. C'est donc un panel qui propose un bilan d'une dizaine d'années de contestations et sa portée sur les démocraties africaines de manière diachronique.

Les propositions devront être axées sur le bilan de ces mouvements de contestations, leurs relations avec l'État et les bouleversements qu'elles occasionnent dans la vie politique de ces pays, les progrès, reculs et stagnations de processus démocratiques. Elles pourront aussi questionner les transformations sociales, culturelles et économiques à l'œuvre sur le continent et leurs liens avec la résurgence de ces mouvements de contestations. Les circulations des acteurs et modèles (Behrends et. al, 2014 ; Olivier de Sardan, 2017) issus de ces mouvements ont aussi donné lieu à des cadres plus transnationaux de contestations que les propositions peuvent aussi interroger.

A58 - La reconstruction du Mali post conflit, entre tensions internes et externes

Abdoul Sogodogo (sogodogoabdoul@gmail.com)

La crise qui touche le Mali depuis 2012 est devenue multidimensionnelle, la situation sécuritaire, politique, sociale et économique s'est dégradée, malgré les interventions marquées des divers acteurs internationaux et provoquant leur rejet dans l'opinion publique malienne. La période actuelle de transition, initiée par le coup d'Etat de aout 2020 a permis de remettre dans le jeu des acteurs internes (militaires, MI5, religieux...), mais son issue semble plus que jamais incertaine. Comment expliquer l'échec de la reconstruction de l'Etat et du vivre ensemble intercommunautaire au Mali ? Dans quelle mesure un processus de sortie de conflit peut-il être impulsé et géré de l'extérieur ? le processus mis en place au Mali, reposant sur la légitimation électorale, a-t-il été réellement inclusif ? Comment analyser les positionnements et rapports de force entre des acteurs internes et externes aux agendas spécifiques ? 10 ans après le conflit de 2012 qui a presque conduit à la partition d'une partie du pays, et après deux transitions politiques ratées ou en passe de l'être, il s'agit de revisiter les approches du soutien externe à la démocratie et de la « démocratisation par les élections ».

A59 - Une guerre en contexte. Enjeux et dynamiques de la guerre en Ethiopie depuis novembre 2020

Eloi Ficquet (ficquet@ehess.fr), Sabine Planel (sabine.planel@ird.fr)

Depuis son déclenchement dans la région du Tigray en novembre 2020, le conflit qui oppose plusieurs forces armées nationales, régionales et miliciennes en Ethiopie se caractérise par une grande opacité informationnelle, doublée d'une production de l'information par les protagonistes ou des analystes actifs sur les médias (notamment en ligne) qui relève de conceptions performatives de la réalité, non analytiques et encore moins descriptives. Malgré ces écrans occultants et miroirs déformants, les dynamiques historiques et régionales du conflit permettent de dégager des faisceaux d'indications, de mettre en corrélation différents types d'informations, documents, témoignages, déclarations, pour proposer d'objectiver plusieurs séries d'événements et de faits et pour chercher à en tirer des analyses. Outre le travail de documentation immédiate, les réflexions font appel à l'histoire de l'État éthiopien et de ses sociétés politiques, de même qu'elles engagent à prendre en compte les dynamiques socio-politiques des États voisins à des échelles et des temporalités variées, voire à des comparaisons plus lointaines (avec les Balkans par exemple). Bref, une analyse impartiale de ce conflit suppose d'abord et avant tout de le contextualiser finement avec une certaine rigueur dans l'administration de la preuve. Sans préjuger des évolutions prochaines de ce conflit et de sa durée, cet atelier propose de mettre en relation certaines dimensions, locales ou générales, discursives ou événementielles, en les articulant à des perspectives historiques, spatiales anthropologiques et politiques internes aux sociétés impliquées - ou bien en comparaison avec d'autres régions du monde.

A60 - (In)comparabilité des cas africains et extra africains Quelle(s) épistémologie(s) des comparaisons, circulations et transferts ?

Clémentine Chazal (chazal.clementine@gmail.com), Camille Traoré (camille.traore@u-bordeaux.fr)

Les comparaisons transcontinentales sont abondantes et d'un intérêt croissant pour de nombreux domaines des sciences sociales (Maurice 1989 ; Vigour 2005). L'intégration des cas africains n'y est pas systématique, et se limite souvent à leur rapprochement avec d'autres pays du Sud. Or, les processus de mondialisation et l'internationalisation croissante des politiques publiques font naître des objets (politiques publiques, phénomènes sociaux, etc.) similaires à l'échelle globale.

Face à une faible légitimation des comparaisons de cas africains et extra-africains, certaines approches sont communément mobilisées : l'analyse par contraste dramatique (Gazibo 2002), mais aussi les études de circulations et de transfert dont la définition plastique interroge (Vauchez 2013), ou encore le recours aux travaux critiques des approches Nord-Sud (Robinson 2011 ; Thérien 1999).

La thèse d'un exceptionnalisme africain fait peu d'adeptes, mais la dispersion des travaux croisant cas africains et extra-africains pose question. Cet atelier propose de les réunir pour répondre à ces questionnements méthodologiques, théoriques et empiriques. Comment créer une épistémologie des comparaisons Afriques-monde ? Certaines échelles géographiques ou approches sectorielles facilitent-elles la mise en perspective des cas africains au reste du monde ? Ces études participent-elles à une décolonisation des savoirs ou renforcent-elles l'usage de théories formulées hors Afriques ?

Les communications attendues interrogent les outils, méthodes et théories mobilisés, importés ou bricolés pour réaliser ces recherches. Elles présentent en quoi certains objets ou acteurs étudiés permettent la mise en relation des cas africains et extra-africains. En partant de l'expérience vécue du chercheur dans la mise en œuvre de l'analyse comparative, ces contributions empiriques pourront user d'approches par secteurs, échelles géographiques, ou dépasser les approches classiques de la comparaison. L'atelier rassemble ainsi des recherches dispersées dans leur diversité méthodologique, pour identifier des socles communs permettant l'élaboration d'épistémologie(s) adaptée(s) aux circulations et comparaisons Afriques-Monde.

A61 - (In)comparabilité des cas africains et extra-africains. Comprendre la mise en oeuvre des politiques publiques et de leurs instruments à travers leur circulation

Fatoumata Diallo (fatoumata.diallo@sciencespo.fr), Bétina Boutroue (betina.boutroue@cirad.fr)

Les comparaisons transcontinentales sont abondantes et d'un intérêt croissant pour de nombreux domaines des sciences sociales (Maurice 1989 ; Vigour 2005). L'intégration des cas africains n'y est pas systématique, et se limite souvent à leur rapprochement avec d'autres pays du Sud. Or les processus de mondialisation et l'internationalisation croissante des politiques publiques font naître des objets (politiques publiques, phénomènes sociaux, instruments, etc.) convergents à des échelles globales.

Une littérature conséquente analyse la circulation des politiques publiques, les idées qui les sous-tendent et les instruments qui leur permettent de se concrétiser (Delpeuch 2008). Ramifiés, ces travaux vont des approches classiques, positivistes du transfert de politiques publiques — dont les données empiriques sont souvent issues de pays occidentaux — (Dolowitz & Marsh 1996) aux approches constructivistes et marxistes proches des assemblage theories (Peck & Theodore 2015 ; Wood 2014).

L'essentiel de ces travaux traite du processus de circulation en lui-même et de ses logiques mais relativement peu de la mise en œuvre des objets transférés. L'atelier se propose ainsi d'approfondir l'étude de la réception de ces politiques publiques et instruments. En identifiant des régularités, les approches comparées permettraient, de plus, de monter en généralité dans l'étude de la mise en œuvre des objets transférés dans plusieurs contextes nationaux ou localisés. De cette façon, l'atelier se propose de répondre à la critique adressée aux implementation studies, qui se voient reprocher leurs manques sur le plan théorique (Howlett 2018). Cet atelier vise à étoffer et créer des ponts autour de deux axes afin saisir plus finement ce que produisent les circulations en contextes africains

1. Le premier axe interroge conjointement la mise en œuvre de politiques publiques et leur processus de circulation en contextes africains, en portant une attention fine à l'agentivité des acteurs importateurs, et ce dans une multitude de secteurs.
2. Le second analyse de façon comparée la mise en œuvre d'une même politique publique ou d'un même instrument dans plusieurs contextes. Nous sommes particulièrement intéressées par les travaux qui mettent en parallèle des cas d'étude africains et extra-africains.

A62 - Circulations langagières, langues des circulations en Afrique

Béatrice Akissi Boutin (beatriceakissi.boutin@uniroma1.it)

Si le continent africain est un espace de circulations et d'échanges, ces échanges sont tissés de contacts et interactions langagières, oraux et écrits, qui rendent possibles et accompagnent les mobilités géographiques et sociales des individus, les circulations de marchandises comme celles de pratiques culturelles. Echanges écrits utilisant l'arabe ou l'écriture ajami de langues en contact avec l'islam ; émergence de variétés de contacts de langues locales, et ce dès l'installation des premières comptoirs européens sur les côtés d'Afrique de l'Ouest (McLaughlin 2008) ; usage administratif de langues européennes, ou, au contraire, de langues véhiculaires régionales, par les empires coloniaux puis comme langue officielle des Etats indépendants (qui font que français, anglais, portugais sont aujourd'hui des langues africaines d'une part, que le swahili a acquis une place, en Afrique de l'Est, que n'occupe aucune autre langue locale sur le continent). La diversité linguistique est importante et le multilinguisme généralisé, les différentes langues en présence cependant n'ont pas le même statut, certaines participent d'un plurilinguisme "à petite échelle" (Lüpke, 2016), d'autres transcendent les frontières étatiques, certaines sont adossées à des pratiques de l'écrit, d'autres non, certaines sont langues administratives officielles et font l'objet d'un enseignement scolaire, d'autres sont indispensable à une insertion urbaine, etc. Aux migrations internes anciennes (migrations saisonnières notamment) s'en sont greffées d'autres, à l'échelle des empires à époque coloniale, ou dépassant les anciennes frontières impériales ; ainsi, suite à la fin de l'Apartheid, celle d'Africains francophones en Afrique du Sud (Bouillon, 1999). La mondialisation par ailleurs a fait surgir de nouveaux acteurs comme ces commerçants et hommes d'affaire chinois qui n'utilisent pas forcément les langues européennes comme langues de transaction (voir notamment Deumert, Mabandla, 2013).

Ce panel propose de réfléchir aux circulations internes au continent à travers les pratiques langagières qui les rendent possibles. Voici quelques-unes des questions qui peuvent être abordées dans les contributions proposées :

- Quelles sont les langues qui ont contribué et contribuent à ces mobilités ? Quelles sont les langues de la mobilité et de la réussite sociale dans les divers pays ?
- En quoi les circulations contribuent à façonner, configurer, reconfigurer les multilinguismes en présence et les équilibres entre langues ?
- Comment les langues gardent la trace des mobilités de leurs locuteurs ?
- Qui sont les intermédiaires linguistiques, les "linguistic brokers", et notamment ceux de la mondialisation ?

A63 - Ces savoirs circulant en passagers clandestins

Abou Ndiaye (abou.ndiaye@aress.org), Agnes Deboulet (agnesdeboulet@orange.fr)

Dans une époque caractérisée par une très grande mobilité géographique, les individus circulent d'un territoire à un autre à l'échelle de la planète, emportant avec eux des connaissances et des savoir-faire acquis ailleurs. Certes, il est beaucoup plus facile de cartographier les déplacements humains que de suivre le nomadisme du patrimoine immatériel. Cet atelier cherchera à faire dialoguer des chercheurs qui ont mis au jour une circulation de savoirs techniques, professionnels... du Sud vers le Nord. Ces travaux pourront porter sur des terrains situés en France (en occident) et pourront éventuellement être rapprochés d'enquêtes réalisées dans les pays d'origine. L'idée est de vérifier l'état des pratiques, au plus près de leur source et de suivre la pérégrination des savoirs et des savoir-faire dans leur plus grande circularité de l'Afrique au reste du monde. Il peut s'agir d'enquête portant sur des pratiques de réparation automobile ou de ventes alimentaires dans l'espace public, de tontines, mais aussi d'activités artistiques, économiques, sociales... L'important c'est de faire émerger des savoirs et savoir-faire passagers clandestins dans des valises d'Africains qui vivent en occident. Des savoirs qui se diffusent au-delà de leurs seuls cercles de proximité.

Seront particulièrement bienvenus, les travaux sur des activités persistantes, éphémères et/ou informelles qui se déroulent dans des espaces surprenants. Elles peuvent se dérouler, par exemple, dans la rue, ou plus généralement dans ces territoires qui accueillent en grand nombre les afro descendants : les quartiers périphériques/et ou centraux des grandes agglomérations européennes.

Aussi, en partant de l'exemple de la réparation automobile, nous pourrions collectivement nous attacher à chercher à comprendre comment cette activité semble se constituer en un nouveau segment catalyseur et accélérateur d'une circulation continue des connaissances, des savoirs et des compétences à l'échelle planétaire.

Sur tous les terrains pourraient être mis en exergue, la manière dont sont travaillés de façon interactive, les processus de (dé)qualification ou de disqualification qui sous-tendent ces circulations de savoirs/compétences, au croisement des modèles culturels, socioéconomiques et techniques qui les structurent, les transforment et les absorbent.

Par-delà, la connaissance fine sur ces phénomènes sociaux dans des contextes urbains, périurbains et socioculturels variés, l'enjeu c'est aussi le décryptage des modes de mobilisation de l'ensemble de ces savoirs ou savoir-faire dans des processus d'innovation sociale, scientifique, technique et organisationnelle. Au fond, bien que généralement invisibilisés, ces savoirs circulaires ne contribuent-ils pas au développement local ou tout au moins à la dynamique de l'économie locale, voire ne seraient-ils pas des ressources d'intégration ?

A64 - Corps noirs et expériences migratoires au Maghreb

Annélie Delescluse (a.delescluse@gmail.com)

Entre 2016 et 2019, via une enquête ethnographique réalisée dans deux quartiers périphériques de Rabat, elle a étudié les parcours de ressortissants sénégalais, camerounais et ivoiriens pour qui le Maroc est un pays de résidence à moyen ou à long terme au prisme du corps.

Le corps est considéré dans un sens large car il est d'une nature polysémique : il est à la fois le lieu de l'intime et du politique. Il désigne d'abord les pratiques physiques et les expériences sensibles des jeunes en migration. Il est aussi produit par les stéréotypes raciaux issus des idéologies coloniale et esclavagiste qui sont reconfigurés sur les routes migratoires, notamment par le travail aux marges du salariat. Sa thèse a documenté les limites structurelles au « savoir-migrer avec des personnes qui se sont confrontées à des formes d'immobilité spatiale, économique et sociale en raison d'un racisme ordinaire et à des violences d'Etat au Maghreb.

Pour le sociologue Mustapha El Miri, l'invisibilisation qui sous-tend la racialisation des migrants en provenance d'Afrique subsaharienne est le fruit d'un déni à la fois politique et scientifique de l'histoire de la traite orientale dans les pays du Maghreb. En effet, bien que les travaux en sciences sociales soient nombreux à documenter les migrations africaines, le racisme est peu présent et la race est souvent abordée par le prisme de la classe. Pourtant, au Maroc comme dans d'autres pays du Maghreb, l'altérité radicale des Noirs est inscrite dans les corps, à commencer dans ceux des descendants des anciens esclaves qui se considèrent comme des Arabes, et par ceux qui sont désignés comme des migrants subsahariens.

L'atelier proposé s'inscrit dans la thématique des circulations dans les Afriques et propose un angle original qui est celui de la condition noire en migration et des corps racisés, fantasmés, exploités et résilients des migrants subsahariens dans les pays du Maghreb. L'atelier se propose de recueillir des communications qui croisent leurs réflexions sur le corps et la migration :

Corps noirs, travail et insertion économique :

Le stéréotype du migrant subsaharien prêt à tout pour rejoindre l'Europe empêche de s'intéresser à ce qui se passe concrètement dans la vie quotidienne des migrants qui pour la plupart résident dans les quartiers périphériques des villes des pays du Maghreb et y travaillent afin de gagner leur « pain quotidien ». En pénétrant ce que Simeng Wang appelle les « coulisses de la vie des migrants » dans une perspective goffmanienne, il est intéressant de prêter attention aux interactions et aux rituels du corps qui surviennent dans des situations données du quotidien. Dans ce paysage, les activités rémunératrices qui sont souvent invisibles et informelles sont centrales. Quelles activités économiques réalisent les migrants dans les pays du Maghreb où ils résident ? Quelle est la part sensible du travail, c'est-à-dire celle qui a trait aux sensations, aux perceptions, aux émotions, aux fatigues et aux usures.

À la suite de Karl Marx qui fut un des premiers philosophes à problématiser le rapport des ouvriers à leurs corps et à analyser les « rapports d'exploitation et de domination de ceux et de celles qui consentent à « porter leur propre peau au marché », de nombreux sociologues se sont penchés sur le travail comme lieu de projection du pouvoir dans une perspective marxiste ou foucauldienne. Des chercheurs, qui ont parfois opté pour l'immersion, en soumettant leurs propres corps à l'expérimentation, se sont intéressés aux émotions et aux ressentis des travailleurs. Dans ce contexte, le corps au travail n'est plus uniquement un lieu d'exercice du pouvoir, mais « un mode d'être au monde ». C'est ce double regard qu'il faut poser sur le corps des migrants en s'intéressant à la façon dont il est modifié de l'extérieur (traces, usures, fatigues, accidents, etc.) par le travail, mais aussi comment il est vécu, ressenti et investi de l'intérieur.

Corps noirs, racisme ordinaire et stigmates de l'exil (souffrance physique et psychique):

Pour la sociologue Anaik Pian, la temporalité des « aventuriers » au Maroc est tiraillée et en perpétuelle tension entre le temps long (lié à une mobilité bloquée et contrainte) ainsi que le temps court fait d'imprévus en raison d'une précarité multidimensionnelle (temporelle, spatiale, sociale et juridique). Conjuguée au racisme antinoir, cette expérience migratoire instaure un « système de marques » qui matérialise l'assignation raciale aux marges de la société. Pour Mustapha El Miri, le racisme antinoir sur les routes migratoires s'exprime « sous une forme sociale et corporelle (...) par les dégâts qu'elle peut avoir sur le corps des migrants » et pour Salim Chena, les corps des exilés qui portent « les stigmates de l'exil » et de la xénophobie sont probablement ce qui renseigne le plus sur la situation sociale de l'exil.

Il sera donc question dans ces communications de documenter les violences vécues par les Noirs, que ces dernières résultent de la pauvreté (faim, froid, maladies, habitat dégradé, etc.), du racisme ordinaire (dans l'espace public, les transports en commun) ou bien de violences structurelles d'Etat (interactions médicales ou policières) et d'en analyser les conséquences en termes d'actions et de subjectivation.

Il sera donc question de documenter les formes « d'agency », de « capacité », les mobilisations et résistances face aux violences d'Etat et au racisme multiforme – y compris lorsque les migrants se révoltent et deviennent eux aussi organisateurs et producteurs de violence entre eux et à l'égard de ceux qui sont catégorisés comme Arabes. Que produit cette racialisation en termes de subjectivités ? En effet, la racialisation participe de la subjectivation et elle est incorporée par ceux qui y sont renvoyés. Au Maroc comme dans d'autres pays du Maghreb, les migrants originaires d'Afrique centrale et de l'Ouest développent des formes de paranoïa en lien avec les discriminations subies et incorporent un certain nombre de stéréotypes raciaux issus des idéologies coloniale et esclavagiste qui sont reconfigurés à l'aune des migrations contemporaines.

A65 - *Empowerment*, émancipation, autonomisation : des notions circulantes pour des questions universelles ? Lectures croisées Suds/Nords

Charlotte Vampo (Vampo.charlotte@gmail.com), Madeleine Wayack-Pambè (wayack_madeleine@yahoo.fr)

Les notions d'autonomisation, d'*empowerment* et d'émancipation qui circulent dans le développement, génèrent des discours qui forment, depuis plusieurs décennies la pierre angulaire de la recherche sur les femmes des Suds. Un consensus est établi autour du modèle voyageur (Rottenburg, Park, Behrends, 2014 ; Olivier de Sardan, Diarra, Moha, 2017) suivant : il faut autonomiser les femmes, sous-entendu économiquement et individuellement, pour obtenir l'égalité de genre. Les approches théoriques critiques de ces notions montrent qu'elles s'éloignent de leur sens initial, tel que conceptualisé par les féministes des Suds, renouant un concept de genre dépolitisé devenu un « alibi du développement » (Verschuur, 2009). Les politiques de développement visant à autonomiser les femmes s'appuient par ailleurs sur des schémas développés dans les pays du Nord, pensés comme universels, alors même que l'égalité femmes-hommes y est une transition inachevée (Pugliese et al., 2017).

Ce panel propose de réfléchir à la manière dont les valeurs hégémoniques que contiennent ces référents normatifs, modèlent les initiatives individuelles, collectives, ou politiques. Lorsque les regards sont croisés l'échelle globale, la tendance consiste encore non seulement à opérer un mouvement unidirectionnel du Nord vers le Sud, mais aussi à gommer la complexité pour (re)présenter Nord et Sud comme des entités homogènes. L'objectif est de s'extraire de cette vision réductrice afin d'analyser les proximités et les spécificités dans la manière dont les rapports sociaux de sexe s'actualisent aujourd'hui dans des sociétés à ethos différents (Bajos et Ferrand, 2009).

Il est attendu que les communications empiriques issues de travaux menés dans des contextes des Suds, dont africains, et des « Nords » répondent aux questions suivantes : quelle réception est faite de ces injonctions internationales l'autonomie, l'*empowerment* ou l'émancipation ? Comment les acteurs et actrices sociales, notamment féministes, adaptent-ils et elles individuellement et collectivement à leurs contextes ces mots du développement, de la recherche et le militantisme et pour quelles transformations sociales ? Quelles notions alternatives sont éventuellement mobilisées ? Quelles sont les proximités et les spécificités entre ce qui joue dans les « Suds » et les « Nords » ?

A66 - Experiencing and challenging privilege when moving (back) to Africa

Hélène Quashie (helenemv.quashie@gmail.com), Tamara Last (tam.k.last@gmail.com)

Contemporary trajectories and routes from the West to Africa are less monitored by governments and international organisations; they are invisibilised in migration discourse and less addressed in academic work. This also veils circulations of members of African diasporas born in Africa and of people of African descent born in the West, who own Western passports, and become entrepreneurs, fonctionnaires or professionals in 'expat' channels.

Circulations from Western countries follow both ancient and new paths: they did not come to an end with formal decolonisation, and they vary according to economic frameworks and migrations policies in African destinations. Living conditions, professional opportunities, lifestyles and social networks are not organized the same way in Ghana, Senegal, Kenya or South Africa. The choices made with regard to residency, education system, business settings, leisure, etc. are partly conditioned by legal, political and historical structures. They underline in many ways postcolonial privilege granted to individuals coming from the West. However, experiences are not homogenous: privileges can be owned before departure, acquired, adopted, learned, accustomed in situ, rejected or lost then regained – according to time, contexts, places, and social spheres. Privilege has complex symbolical, relational and material values; it may also become a challenge to live with in the way it is perceived, leading to subversion in host societies. Global mobility between the West and Africa is linked to the growing neoliberalization which reinforces the North-South fracture. In this context, privilege remains associated with social whiteness – beyond people's skin color – and affects social powers which shift or harden class, race and gender relations.

This panel seeks to examine circulations from the West to Africa through the lens of privilege. How is it experienced and what challenges does it raise in African societies? How does it relate to varying histories of colonisation and decolonisation and to contemporary distribution of economic and political power? What do experiences reveal about structures and resources of privilege? How is social whiteness embodied and how do people moving from the West, including members of African diasporas, navigate it? How do they grapple with awareness of their position and how are they apprehended within host societies?

This panel will be bilingual, in French and English.

A67 - Les défis du verdissement des mobilités urbaines ? Circulation des normes environnementales et (re)structuration des marchés de la mobilité en Afrique

Jessica Pourraz (jessica.pourraz@ird.fr), Bérénice Bon (berenice.bon@ird.fr)

Nouvelles offres de mobilités collectives, réseaux électriques décarbonés et «smart», création de « poumons verts »... Comme ailleurs dans le monde, le paradigme de la « ville durable » a fait son apparition dans les discours de gouvernement en Afrique. Etroitement associé aux logiques de modernisation et d' « émergence », il est souvent présenté comme un levier prometteur de transformation des systèmes urbains, par sa capacité non seulement à recueillir l'adhésion d'acteurs multiples, mais aussi à soulever des financements de la part des acteurs privés et des bailleurs internationaux.

Cet atelier se propose de saisir le thème des « circulations dans les Afriques » sous l'angle de la transnationalisation des normes de verdissement urbain, des logiques d'importation, de traduction et d'appropriation des modèles internationaux, mais aussi de leur confrontation à des réalités sociales et économiques qui posent un défi particulier pour le passage au « vert » des villes africaines.

Comment les gouvernements nationaux et locaux composent-ils avec ce type de contrainte dans leur quête de « soutenabilité » ? Quelles sont les négociations, les compromis auxquels l'atterrissage africain des normes internationales de la « ville durable », donne lieu ? Comment et sous quelles formes ces normes se traduisent-elles localement ?

Cet atelier voudrait rassembler des propositions qui interrogent, depuis des points de vue disciplinaires variés et portant sur différentes régions d'Afrique, les processus politiques, sociaux, techniques et économiques associés :

- à la circulation transnationale des normes de la ville durable, ainsi que ses outils de gouvernement (instruments de financement, outils de mesure des dégradations ou des progrès environnementaux tels que les inventaires des émissions de GES, scénarios, réseaux de mesures de la qualité de l'air),
- aux circulations potentiellement contradictoires avec ces nouvelles normes (véhicules d'occasion, rebuts électroniques),
- aux effets sociaux, économiques et politiques des politiques de durabilité urbaine. En quoi renforcent-elles les vulnérabilités existantes ou en créent de nouvelles ? Comment les acteurs s'organisent-ils pour préserver leurs intérêts, produire de la valeur et de nouveaux marchés ?

A68 - Mobility, Migration and Health: Actors, Diseases and Borders

Angele Mendy (angele.mendy@graduateinstitute.ch), Abêt Mongbet (mabrightlife@gmail.com)

Mobility in the field of health has attracted increasing scientific interest over the last three decades. This was justified on the one hand by the health and economic situation of sub-Saharan African countries in the 1990s, and on the other hand by the link established between the precariousness of health systems and the relatively high rate of African health professionals working in developed countries. The debates and scientific reflections that followed this linkage led to the development of international public policies focused mainly by Western countries on the specific case of sub-Saharan Africa. This has given rise to a dominant perspective that focuses on international migration, a tiny aspect of the more encompassing phenomenon of “Mobility”. Taking the theme of “Mobility, Migration and Health in Africa” as a starting point, this workshop questions these contemporary realities with regard to issues related to Global health and proposes to consider three levels of discussions.

First, the level of the actors, whether they are health professionals, mobile populations, collective and individual actors such as policy makers or organizations.

Secondly, Africa has been the scene of diseases that have marked its history over the past decades, in particular HIV/AIDS, Ebola and the current Covid-19 pandemic. The circulation of diseases and pandemics being inseparable from the mobility of people and goods, they will be discussed in the light of the health context marked by the pandemic. Thirdly, borders, which are sources of regulation, conflicts and structural constraints, constitute the third level of reflection. They allow to address the problem of the porosity of African borders in their management of the movement of people and transnational diseases.

This workshop has chosen to focus on a new conceptual and theoretical articulation that is part of the “New Mobility paradigm” (Sheller & Urry, 2006) and that includes migration in the more comprehensive concept of Mobility. Such an approach is fundamental to question and better understand the essential dynamics of mobility and internal circulation in Africa in their relationship with the health of populations.

A69 - Parcours éducatifs, circulations et mobilités sociales en Afrique et dans les diasporas

Nathalie Mondain (nmondain@uottawa.ca), Mélanie Jacquemin (melanie.jacquemin@ird.fr)

Les efforts de scolarisation universelle en Afrique s'inscrivent dans une perspective plus large de mobilité sociale ouverte à l'ensemble de la société. En général rattachés aux injonctions internationales de développement économique, social et politique des États, ces efforts se fondent sur des indicateurs surtout quantitatifs mesurant différents aspects de la fréquentation scolaire et, de plus en plus, la qualité des apprentissages. Or, ces approches sont insuffisantes pour saisir la complexité des parcours scolaires individuels, qu'il est nécessaire d'appréhender au prisme du genre. Ceci s'avère essentiel si l'on veut mieux comprendre les effets de ces parcours sur le devenir adulte, liés aux opportunités de formation professionnelle et d'emploi ou encore au contexte familial et à divers types de circulations inter et intra-générationnelles. De plus, ces parcours d'éducation et de formation se caractérisent le plus souvent par une mobilité géographique susceptible de fortement orienter les choix de vie des individus. Ce panel s'articulera donc autour de 4 axes de réflexions non exclusifs les uns des autres :

- (1) A quoi la mobilité sociale se réfère-telle ? Peut-on la mesurer uniquement à l'aune de la réussite professionnelle le plus souvent matérialisée par un emploi stable et la capacité financière associée ? Quels sont ou devraient être les critères pour mesurer les relations entre la scolarisation et une mobilité sociale qui prend différentes formes ?
- (2) La mobilité sociale dépend-elle d'un parcours scolaire « réussi » et comment définir un tel parcours dans un contexte de chômage chronique et de débouchés professionnels limités ? Quels sont les effets des parcours scolaires interrompus sur la mobilité sociale des individus ?
- (3) Les pratiques migratoires internes et internationales constituent une voie importante de mobilité sociale pour des adolescent·es ou jeunes adultes dont la scolarité a été interrompue ou qui sont en fin de parcours scolaire. Quels rôles jouent les migrations dans l'imaginaire des jeunes et dans leur parcours de vie ?
- (4) Comment circulent et se transmettent les acquis en lien avec l'école et la formation professionnelle entre les générations et au sein de celles-ci dans différents contextes socio-économiques et politiques, ces derniers façonnant les choix tant au niveau familial, qu'individuel ou institutionnel ?

Nous invitons des contributions relevant de différents champs disciplinaires et basées sur des analyses inédites tirées d'enquêtes quantitatives ou ethnographiques.

A70 - Socialisation de rupture dans les pratiques sexuelles en Afrique : appréhender l'homosexualité dans les sociétés actuelles

Cedric Kengmo Fometio (cedric.kengmo@falsh-uy1.cm), Ferdinand Mben Lissouck (mlf300@yahoo.fr)

La question de l'homosexualité en Afrique noire divise encore les sociétés du Continent. Dans les médias classiques, les réseaux sociaux et même dans la vie de tous les jours, les débats tendent presque toujours à porter sur l'extériorité de la pratique homosexuelle. Ici, l'univers, dans les imaginaires, semble cloisonné. La polygamie est présentée comme l'apanage des Africains et l'homosexualité, comme une création d'un Occident dépravé et qu'il faut combattre. Mais paradoxalement, alors que les sociétés reproduisent les normes et combattent la déviance par le biais de l'éducation, il s'observe que la question du sexe reste encore taboue et fermée au dialogue dans la plupart des sociétés africaines. Cela crée un vide sur le plan de l'éducation sexuelle. Ce vide laissé par les instances primaires de socialisation comme la famille, va être comblé par les instances secondaires de socialisation (l'école, les groupes de pairs, le milieu professionnel). C'est ainsi que commencent à se vulgariser dans les sociétés africaines des comportements et des pratiques sexuelles alternatives dont la mise en lumière à travers les réseaux sociaux suscitent un tollé.

La question est si taboue que conduire des recherches sur le sujet impose une bonne dose de courage pour un chercheur africain vivant sur le Continent. L'une des raisons est que l'univers de la sexualité en Afrique depuis l'ère du christianisme est entouré de tabous (Gueboguo: 2006). Mais la construction d'un savoir sur l'homosexualité en Afrique, elle-même, pose encore problème. Comment appréhender de manière rigoureuse une pratique dont les acteurs se cachent ? Quels outils méthodologiques permettent de questionner véritablement les pratiques homosexuelles telles qu'elles se déclinent au quotidien en Afrique subsaharienne ? En dehors de la méthode boule de neige, qui fait courir au chercheur un risque d'enclavage (De Sardan: 1995) et de la méthode historique, qui permet de faire une sorte d'archéologie des savoirs sur l'homosexualité; quel(s) autre(s) procédé(s) méthodologique(s) peut ou peuvent permettre de produire des savoirs toujours plus rigoureux sur l'homosexualité dans l'Afrique d'aujourd'hui?

Les propositions de contribution pourraient, de façon non exhaustive, aborder les questions épistémologiques en lien avec la production des savoirs sur l'homosexualité, les questions de méthodes en matière de collecte des données sur l'homosexualité ainsi que les modèles théoriques susceptibles de permettre aux chercheurs de lire et de comprendre la pratique homosexuelle en Afrique.